

NUMÉRO BIMENSUEL
NOUVEL HEBDO EN FEVRIER 1990



le monde
libertaire

ISSN 0026-9433

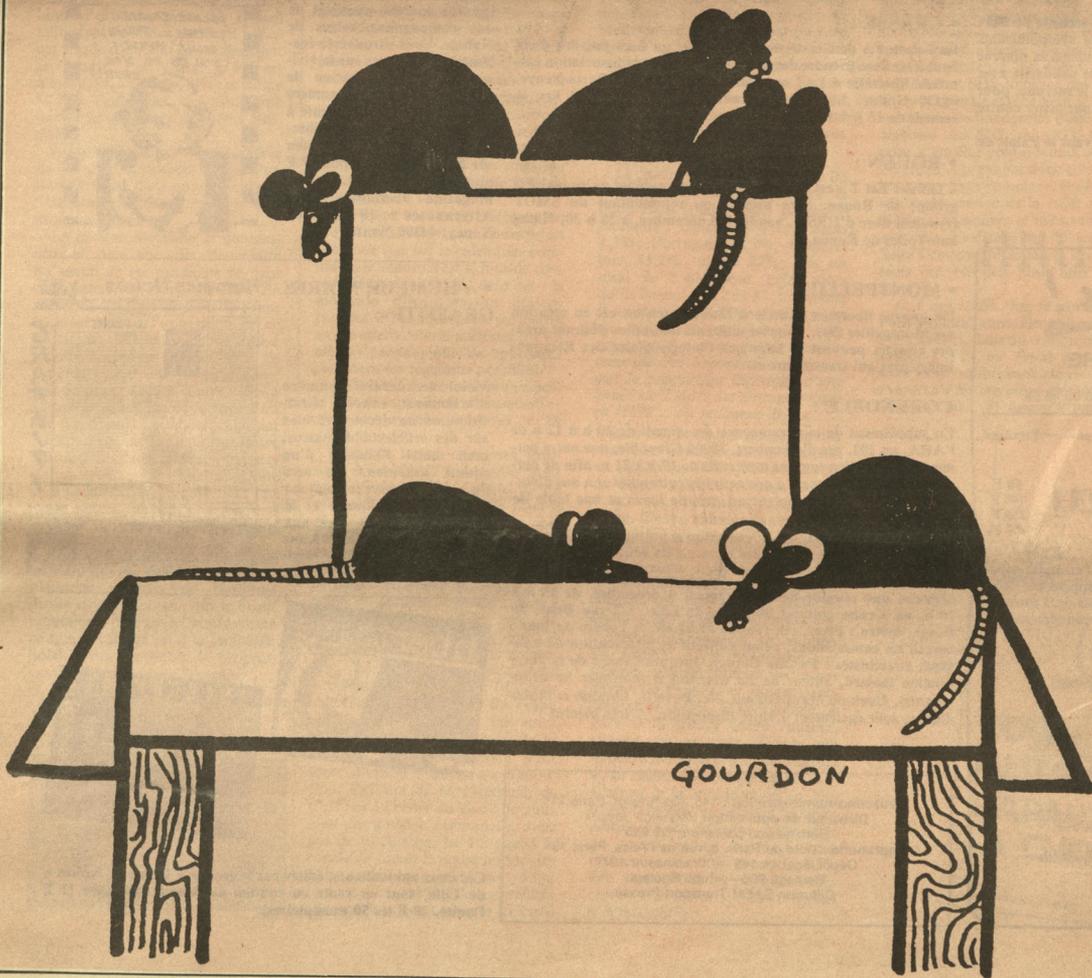
Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

n° 769 JEUDI 7 DECEMBRE 1989 10,00 F

Racisme et fascisme

HALTE A L'ÉPIDÉMIE !



R.D.A.

A chacun
son mur
PAGE 8

CHINE

Un rescapé
de la place
Tien Anmen
témoigne
PAGE 9

SALVADOR

Les fascistes
sont au pouvoir :
assassinats et
disparitions
se multiplient
PAGE 9

LIVRE

La Grande Révolution
de Kropotkine
PAGE 11

F°P 2520

N° 769 JEUDI 7 DECEMBRE 1989

communiqués

• BOURGOIN-JALLIEU :

« Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme sans jamais oser le demander... », avec Gaetano Manfredonia, le dimanche 17 décembre, à 14 h, à la Maison de quartier de Champfleuri, à Bourgoin-Jallieu. Discussion-formation sur les principes essentiels de l'anarchisme, ouverte à toutes et à tous. Projection de deux vidéos : « Foi d'anar » avec Maurice Joyeux et « Ecoutez May Picqueray » de Bernard Boissat. Un stand de presse libertaire sera tenu, organisé par le Collectif anarchiste et le groupe FA.

• AMIENS :

Le groupe Germinal d'Amiens vend le *Monde libertaire* devant les nouvelles galeries, chaque vendredi après-midi, à partir de 16 h.

SAINT-ETIENNE :

L'émission « Rouge et Noir - Tribune libertaire » est diffusée désormais les lundis, de 20 h à 21 h 30, sur Radio Dio (89,5 MHz), avec ses rubriques habituelles : analyse de l'actualité, informations sur l'Espagne, l'Amérique latine et l'Extrême-Orient, revue de presse anarchiste.

• SAINT-ETIENNE :

Permanences du groupe Nestor-Makhno : tous les premiers et troisièmes jeudis du mois, à partir de 18 h 30, salle 15 bis CNT-AIT - Libre Pensée, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• BREST :

Le groupe Les Temps nouveaux de Brest a repris ses émissions sur Fréquence Mutine (103,9 MHz). Chaque mercredi de 20 h à 21 h, les auditeurs et les auditeuses brestoises pourront donc de nouveau écouter les « Raisons de la colère », l'émission des anarchistes.

• BOURGOIN-JALLIEU :

Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu a édité des briquets : « ... Et l'anarchie ? », (rouge sur fond noir, à 15 F l'unité et 12 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Vive l'anarchie » (avec dessin de Reiser), « J'emmerde Le Pen », « ... Et l'anarchie ? » (+ chat noir), tous à 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires. Pour toute commande : « Contre courants », La Ladrrière, Saint Alban de Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèques à l'ordre de l'association).

• BORDEAUX :

Le groupe Emma Goldman de la Fédération anarchiste de Bordeaux appelle l'ensemble des militants et des sympathisants libertaires de Bordeaux et de la région à se joindre à la marche anticracote organisée par l'ASTI (Association de solidarité avec les travailleurs immigrés). Manifestation contre le racisme, pour l'égalité des droits entre Français et immigrés, pour lutter contre la loi Joxe. Rendez-vous donc le 9 décembre 1989 à 15 h devant le Palais de Justice de Bordeaux.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
 Adresse.....
 Code postal..... Ville.....
 A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
 Pour tout changement d'adresse,
 joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11°
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19°
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

• LILLE :

Le groupe « Humeurs Noires » organise un débat public le 12 décembre sur le thème : « Les expériences alternatives et libertaires aujourd'hui (squatts, communautés, crèches parentales, etc.) ». Cette réunion se déroulera à la Maison de la nature et de l'environnement : 23, rue Gosselet (métro République) à Lille, à partir de 20 h. Tous les compagnons sont invités à y participer en apportant des contributions écrites, visuelles, etc.

• BORDEAUX :

Le groupe Emma Goldman vient d'éditer une feuille mensuelle sous le nom : *La Lettre d'Emma*. Adressée à tous ses sympathisants, celle-ci se veut tout d'abord une feuille d'informations militantes locales. Elle est disponible à notre local : 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux, lors de nos permanences ou contre un timbre à 2,20 F par retour de courrier à cette même adresse.

• BELFORT :

Une liaison s'est créée sur Belfort. Les personnes voulant prendre contact doivent écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• ROANNE :

Une liaison s'est créée à Roanne. Vous pouvez la contacter à l'adresse suivante : Alternatives Centre Pierre Mendès-France, salle 18, 42300 Roanne.

• MORLAIX :

Une liaison est en formation à Morlaix. Les personnes intéressées peuvent prendre contact avec elle en écrivant au CEL, BP 728, 29277 Brest, ou aux Relations intérieures.

• NOISY-LE-GRAND :

Un groupe s'est créé à Noisy-le-Grand. Pour prendre contact, passer par les Relations intérieures.

• MARSEILLE :

Le groupe Ascaso-Durruti de Marseille vous informe que, lors de ses permanences le samedi de 14 h à 17 h au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Cinq-Avenues, Longchamp ou Réformés, Cannetière), il se tient à votre disposition pour discuter, débattre des problèmes de notre société, comparer vos idées avec la pensée anarchiste... En outre, nous disposons d'une bibliothèque de prêts (quatre mille livres et brochures environ), dépôt-vente de plusieurs publications de langues française et étrangère, vente du *Monde libertaire*.

• GRASSE :

La liaison FA de Grasse tient à rappeler qu'il est possible de la contacter dans le cadre des activités menées par l'association culturelle libertaire « La Commune », au 4 bis, rue Porte-Neuve, 06130 Grasse. Les permanences de l'association ont lieu le samedi de 15 h à 18 h 30.

• ROUEN :

« Où va l'Est ? » est le thème de la réunion-débat qu'organise le groupe de Rouen. Sera présent un représentant du SMOT (syndicat libre d'URSS), vendredi 8 décembre, à 20 h 30, Halle-aux-Toiles de Rouen.

• MONTPELLIER :

Un groupe libertaire (Cercle d'Etudes sociales) est en création sur Montpellier (34). Tous les militants libertaires désirant prendre contact peuvent le faire par l'intermédiaire des Relations intérieures qui transmettront.

• GRENOBLE :

En supplément de la permanence du samedi de 10 h à 12 h de l'ARA, au 102, rue d'Alembert, 38000 Grenoble, une autre permanence aura lieu tous les mercredis de 19 h à 21 h, afin de permettre un meilleur accès à nos activités culturelles et à nos diverses actions, avec notamment un prêt de livres et une table de presse.

• LILLE :

Prison, sanctions, répression... Le groupe Benoît-Brotchoux organise une réunion-débat le samedi 9 décembre, de 15 h à 19 h, au Centre culturel libertaire de Lille, 1/2 rue Denis du Péage, métro : Fives, tél. (16) 20 47.62.65. A l'ordre du jour : travail en commissions, débat collectif et intervention de militants anarchistes : Pascale Choisy, Jacques Lesage de la Haye (ancien taulard, auteur de *La Machine à fabriquer les délinquants*), Gaetano Manfredonia, etc. Buvette, librairie et bibliothèque sont également à votre disposition. A très bientôt !

• PARIS :

Le groupe Flores-Magon tient une table de presse le jeudi de 11 h à 14 h, à la faculté de Tolbiac.

• TOULON :

Le groupe Région toulonnaise tiendra une table de presse le samedi 9 décembre aux Arcs (près de Draguignan), dans le cadre du rassemblement national de SOS-Racisme.

• RHONE-ALPES :

L'Union régionale Rhône-Alpes, souhaitant aider à l'équipement en matériel d'imprimerie nos camarades anarchistes polonais de MA, lance aux lecteurs du *Monde libertaire* un appel à la solidarité financière. Les chèques sont à libeller au nom de l'association « Contre-Courants » et à envoyer à l'adresse suivante : « Contre-courants », La Ladrrière, Saint-Alban de Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• EVRY :

Le groupe libertaire Francisco-Ferrer vend le *Monde libertaire* chaque vendredi à partir de 16 h 30 jusqu'à 19 h en alternance à la gare d'Evry-Courcouronnes et de Grigny-Centre. Nous invitons les sympathisants à rencontrer les militants.

• LYON :

Le groupe Galina-Makhno de Lyon rappelle qu'il tient ses permanences les premiers et troisièmes lundis du mois, de 19 h à 21 h, au CEP, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon. On peut également le contacter en écrivant à : FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex.

• LYON :

Le groupe Galina-Makhno de Lyon publie un dossier de presse sur les pays de l'Est, disponible au prix de 15 F (frais de port inclus) en écrivant à : FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex.

éditions

• « LE FARFADET »

Revoici « Le Farfadet » ! Après un numéro double consacré en partie au Pérou (tousjours disponible contre 10 F, port compris, à notre adresse), le numéro 8 fait le point sur l'immigration (loi Joxe et droit d'asile) et publie deux interviews de Verdun (groupe anarcho-punk) et de nos compagnons belges de Nabate. Vous y trouverez également des articles sur la vivisection, la militarisation de notre société, etc. Le numéro 8 (de 12 pages) est en vente à la librairie du *Monde libertaire* (au prix de 5 F) et bien sûr à notre adresse, pour 9 F port compris. Magazine libertaire, Radio Alternantes : 19 rue de Nancy, 44300 Nantes.



• « HUMEUR NOIRES GRAFFITI »

Voici le dernier numéro d'« Humeur noires - Graffiti », où on découvrira bien sûr des articles... d'humeur, mais aussi l'histoire d'un squatt athénien. Ce sera l'occasion de faire le point sur le fascisme en France et le mouvement indien face aux commémorations des 500 ans de la découverte de l'Amérique.

Humeurs Noires

N° 51 - OCT/NOV 1988

LE FOURBE

GRAFFITI

LA VESTE BIEN À LILLE

LE MONDE LIBERTAIRE

Le Front national sort des urnes

LES oracles nous annonçaient un Front national moribond miné par les divisions, sur la pente descendant faute d'élections... Vieille rengaine entendue depuis 1983, où chaque mois on nous annonce à longueur de colonnes la disparition future du Front national.

Dimanche 26 novembre, patras, les belles analyses sur le déclin de l'empire lepénien s'écroulent une fois de plus avec la publication des résultats de quelques élections partielles à Dreux, Marseille et Salon-de-Provence.



La veille déjà plus de trois mille manifestants du Front national avaient défilé à Lyon pour protester contre la construction d'une mosquée : une fois de plus les membres du FN ont pu en toute impunité frapper leurs contradicteurs le long de la manifestation.

Six ans après l'élection de militants d'extrême droite au conseil municipal de Dreux, le Front national risque d'obtenir prochainement un député. Plus grave, le FN est majoritaire à Dreux (49%) et même 54% à Vernouillet, qui avait voté socialistes aux deux dernières élections.

A Marseille, la candidate préférée de M. Le Pen rassemble plus d'un tiers des voix, dans une circonscription habituellement favorable à la droite classique.

La gauche socialiste et communiste est dans une telle déconfiture qu'aucun de ses candidats ne peut se maintenir au deuxième tour. En panne de stratégie vis-à-vis du Front national depuis l'apparition de ce dernier en 1983, la gauche se trouve réduite à appeler à voter pour les candidats de droite. Il est à noter que cet appel à voter contre le FN à Dreux est assez risible lorsque l'on sait que Michel Lethuiller, candidat RPR, est un ancien du CNI (Centre national des indépendants) qui sert de passerelle entre l'extrême droite et la droite classique. Lethuiller fut, entre autres, un des plus fervents artisans de l'union RPR-EDF-FN en 1983.

Le gouvernement socialiste paie aujourd'hui sa politique de complaisance vis-à-vis de l'extrême droite et il est douteux que le Front républicain (qui est à l'antifascisme ce que le cauteur est à la jambe de bois) puisse empêcher la progression d'extrême droite française.

Pépé Carvalho

Nouvelle formule du « Monde libertaire » n° 773 le 1^{er} février 1990.

MONTFERMEIL

Les boucs-émissaires

MONSIEUR Bernard n'aime pas les enfants, surtout les enfants d'immigrés !

Depuis cinq ans, cet individu : le maire de Montfermeil, essaie de refuser l'accès des enfants d'origine étrangère à l'école maternelle. Il aura fallu la création d'un collectif « Ecole-Immigration » (1) sur la commune pour que cessent ces exclusions. Néanmoins, chaque année depuis 1985, le premier magistrat de la ville tente d'interdire l'école à ces enfants.

Condamné en 1988 pour faits de racisme, il récidive cette année en menaçant les directrices d'écoles qui oseraient passer outre ces interdictions. C'était sans compter l'intervention du Collectif qui intervient à nouveau pour dénoncer ces intimidations.

Aujourd'hui, Bernard a reporté ces mesures (2) et attend certainement de voir comment ses petits copains racistes de Chelles ou d'ailleurs seront entendus des électeurs et surtout de leurs concitoyens.

La menace pèse toujours. Ce raciste convaincu ne perdra pas un instant dès lors qu'il se sentira soutenu pour continuer à exclure, interdire, marginaliser une population déjà bien défavorisée.

Confinés comme à Chelles dans une cité-ghetto, les habitants du quartier des Bosquets à Montfermeil sont les nouveaux boucs-émissaires d'un élu en mal de politique sociale.

Interdire l'école aux enfants de ce quartier ne changera rien aux problèmes. Si viennent il y a ! Car le collectif vient de prouver que depuis 1980 le « pourcentage d'enfants d'origine étrangère augmente dans les quatre écoles primaires des Bosquets et pourtant, dans le même temps, le pourcentage de retards scolaires diminue ».

Alors, monsieur Bernard, où est le problème ? Croiser des enfants de couleurs, ça vous déprime ? Ou bien c'est la bêtise qui vous aveugle ? Sûrement la bêtise !

Il est vrai, le ridicule ne tue pas, seulement le ridicule pour le racisme, c'est une autre affaire. Et là, ce n'est vraiment pas drôle du tout !

Alain Ternational

(1) Ce collectif regroupe l'ASTI (Association de solidarité avec les travailleurs immigrés), le CRC - Santé Social de Saint-Denis, la CSOV (Confédération du cadre de vie), la FCEP, le SGEN-CDT 93, la Ligue des droits de l'homme et le Comité local de SOS-Racisme.

(2) Le maire a menacé les directrices de ne plus entretenir les écoles qui accueilleraient les enfants étrangers — cantines, réparations de locaux, etc.

EDITORIAL

GORBY se prépare à passer un rude hiver. Le bruit des marteaux, issu des mines en effervescence, les clameurs des mécontents toujours plus nombreux, obligent Gorbatchev à presser le pas.

Le dégel brutal des pays de l'Est nous permet aujourd'hui de mesurer le fiasco politique, économique et social des pays du « socialisme réel ». Le pouvoir du parti communiste sur la société recule chaque jour un peu plus sous les coups répétés d'une population toujours plus hardie et les reculades — calcul ou servilisme ? — des dirigeants des républiques-sœurs.

L'URSS crée autour d'elle un vaste chantier où vont se mettre en place de multiples expériences alliant libéralisme et socialisme d'Etat. L'influence importante du mouvement écologiste, les premières tentatives d'auto-organisation des travailleurs, les drapeaux noirs aperçus à Varsovie, Budapest ou Moscou vont-ils suffire à créer un espace de propositions et de pratiques sociales où les anarchistes auraient leur place ?

Aujourd'hui, plus qu'ouvrir la voie à un socialisme de gestion directe et fédéraliste, Gorby fait son tour des grands, pour rassurer et trouver ces appuis dont il a tant besoin.

La situation intérieure de l'URSS est explosive, en ce début d'hiver. Le discrédit et la non-représentativité des PC de l'Est sont tels que Gorby est prêt à pactiser avec tout ce qui pèse, à ses yeux, sur la population slave, voire mondiale.

Dans ce cadre, la visite au Vatican où il a rencontré ce vieux brigand de Jean-Paul II, patron d'une prospère multinationale de blanchiment d'une drogue dure (l'espoir), prend l'allure d'une réconciliation de deux bandes rivales de gangsters. La paix, après quelques décennies de concurrence, Gorby en a besoin. Et Jean-Paul II engrange les bénéfices politiques de l'intervention de sa secte en Pologne.

Le spectacle pitoyable d'un vieux pape entouré de grabataires tonsurés redonne un peu de vigueur à cette Eglise dont le pouvoir va grandissant. Et Gorby l'a compris. Mais Dieu fera-t-il un miracle ? L'hiver sera-t-il doux cette année en URSS ? Gorbatchev aura tout tenté.

CHELLES

Papy Cova... les immigrés ne lui disent pas merci !

Le jeudi 23 novembre, le maire de Chelles RPR Charles Cova s'offre un coup de pub médiatique et politique à la manière de son voisin et copain de Montfermeil. Radios et télévisions se précipitent pour connaître la décision de Papy Cova sur l'immigration (voir ML n° 766, Cova, les gardiens de la race blanche). Cova décide de « refuser systématiquement aux étrangers les autorisations de séjour de trois mois dans sa commune » arguant qu'« à Chelles, le nombre d'étrangers en situation régulière représente plus de 20% de la population ».

La date de cette déclaration n'était pas fortuite puisqu'on découvre que sur le calendrier communal le vendredi est le jour de conseil municipal. La date et la méthode d'information étaient choisies à l'avance pour permettre aux soutiens de se manifester sur les médias pendant que les opposants cherchent les réactions possibles.

A l'entrée du conseil municipal, le MRAP appelle à un rassemblement de protestation pour le 28 novembre.

Le maire, lors de ce conseil, utilisera sa méthode habituelle pour refuser une véritable discussion. En effet, le mois précédent, le sujet le plus important de l'ordre du jour était la création d'une police municipale (PS, PCF et FA étaient intervenus par tracts séparés pour dénoncer la milice politique). Au début du conseil, le maire annonce son soutien personnel au maire de Montfermeil et demande que le débat soit reporté en fin de séance.

Pour la police municipale, une intervention du PS et du PC, puis une réponse méprisante du maire qui, fort de sa majorité, fait voter en sa faveur. La dictature de la majorité l'emporte comme pour toute décision soumise au conseil. Pour l'affaire de Montfermeil, de n'est pas à l'ordre du jour ; de plus, c'est une position personnelle, donc pas de discussion. Le PS prend la parole de force, le maire lui répond et le représentant du PC reste doigt levé pendant que tous les conseillers quittent la salle. L'affaire diffusée

par tract par la section PCF deviendra : « les élus communistes empêchent le conseil municipal de soutenir le maire de Montfermeil ».

Le vendredi 24 donc, même méthode : le soutien au maire de Montfermeil est évacué par un vote rapide. La décision personnelle du maire de refuser les autorisations de séjour sera reportée en fin de séance, « sans débat ». Le PS et le PC interviendront quand même puis le PC quittera symboliquement la salle.

Le maire sort ses chiffres : les étrangers représentent 19% de la population totale, avec, par communauté : Espagnols 4%, Italiens 4,3%, Portugais 29,5%, Maghrébins 35,2%, divers 27%, soit un total de 8 406 pour 1988, alors qu'ils étaient 7 012 en 87. « Comme le patrimoine HLM de Chelles offre des possibilités restreintes de logement, qu'il y a une faible rotation annuelle des logements sociaux et que la proportion identique d'une année sur l'autre des étrangers logés en HLM... où se logent-ils ? »

Bien sûr, notre bon maire n'a rien contre les immigrés européens (soit au minimum 38%) ; ils ne servent qu'à gonfler le pourcentage de 19% face à la population locale française. C'est comme sa fameuse augmentation sensible des Sri Lankais : + 60% en un an. Cela correspond à cinquante individus pour une population de quarante mille personnes. On voit tout de suite les dangers de l'invasion étrangère !

Depuis, la pression est montée. Le MRAP et SOS-Racisme ont déposé plainte contre le maire devant le Parquet et doivent rencontrer le préfet. SOS-Racisme, le PCF et le groupe Sacco-Vanzetti, chacun sur ses mots d'ordre, ont appelé à manifester à la même heure et au même endroit que le MRAP. L'appel à la mobilisation le plus important sera assuré par les anarchistes (tracts, affiches, caricatures et appels radio) renforcé pour l'occasion d'autres groupes de la FA. Lundi soir, les panneaux routiers « Chelles » deviennent « Apartheid ».

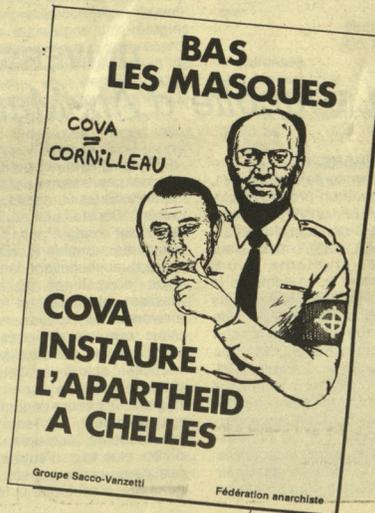
Mardi soir, cinq cents personnes se retrouveront malgré le froid devant l'Hôtel de Ville. Les bureaux sont déserts à la demande du maire qui a lâché tout le monde avant l'heure. Là les orateurs se succèdent au micro dans une ambiance bon enfant pour appeler les manifestants à la vigilance. Au début, seuls le MRAP et SOS-Racisme devaient intervenir, mais rapidement le PCF en plus de ses banderoles place trois orateurs (un SNI, un CGT et un pour « les élus communistes »). Le PS et la FA prennent donc eux aussi la parole. Sans complexe, le récupérateur de service de la LCR arrive même à accaparer le micro malgré son rôle inexistant sur le terrain. Suite à cette manifestation, des contacts ont été pris pour aller plus loin.

C. Cova reçoit, lui, le soutien de P.-J. Prillard, conseiller régional du FN. Celui-ci, dans un communiqué, déclare : « ... au Front national, nous nous réjouissons de ce coup d'arrêt à l'immigration décidé par Charles Cova, et lorsqu'il passera

du discours médiatique à l'action, il pourra compter sur notre soutien sans restriction. Nous ne serons jamais trop nombreux pour défendre notre identité nationale... M. Cova, en s'engageant sur la bonne voie, a déjà notre soutien ferme et attentif. Qu'il sache également que le cas échéant, il trouvera une structure d'accueil à qui l'avenir national appartient, plus que jamais... » Le FN à Chelles avait refusé de soutenir le maire de Montfermeil pour ne pas le gêner dans sa croisade. Pour Chelles, la tactique politicienne demande un autre choix. Aujourd'hui, un électeur sur cinq vote FN, il faut donc récupérer le travail de Cova sur la sécurité et l'immigration pour augmenter le poids nationaliste.

Pour nous, la prise de position de C. Cova constitue une atteinte aux droits de l'homme prévoyant la libre circulation des hommes et des idées. Le problème de l'intégration est avant tout un problème social.

Bernard (groupe Sacco-Vanzetti)



N° 769 JEUDI 7 DECEMBRE 1989

En bref

• **BRADERIE :**
Le samedi 16 décembre, l'athénée libertaire Tepito organise une braderie au profit de l'association. Vêtements, livres, objets divers, seront à votre disposition au 111, rue des Charmettes, 69006 Lyon, en après-midi.

• **Le SCALP « Geronimo »** de Lyon rappelle qu'il tient ses permanences chaque mercredi à partir de 18 h 30 au CEP, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

• **PRIX JEAN-MAITRON :**
Nathalie Bregand, étudiante de Toulouse, est la première lauréate du prix Jean-Maitron pour son mémoire sur Paul Robin, militant et pédagogue libertaire de la fin du XIX^e siècle.

• **CALENDRIER :**
Le Groupe d'actions et d'études libertaires (GAEL) vient de publier un calendrier. Vous pouvez vous le procurer au prix de 25 F au 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.

• **« NAISSANCE » :**
Je m'appelle Syndicat de la restauration de l'hôtellerie et du tourisme Provence-Alpes-Côte d'Azur (ouf ! SRHT-CNT, pour mes amis), et j'adhère à l'Union locale de la CNT de Marseille. Malgré mon jeune âge, je n'hésite pas à m'attaquer au patronat local des établissements hôteliers et de la limonade qui « précarisent » toujours plus leurs personnels dont la syndicalisation est insignifiante, tout comme leurs salaires. Si vous désirez faire ma connaissance, venez me rencontrer : tous les mercredis de 17 h à 19 h, à la Vieille Bourse du Travail (salle 3), 13, rue de l'Académie, 13001 Marseille (métro Gare-de-l'Est).

• **La CLEA** (Coordination des lycéens et des étudiants anarchistes) de Paris tient des permanences le deuxième samedi de chaque mois à partir de 13 h 30 au 7, rue Clavel, Paris-19^e (métro : Pyrénées). On peut aussi la contacter en appelant pendant son émission Dazibao, tous les mercredis de 15 h 30 à 17 h 15 sur Radio-Libertaire (89,4 MHz).

Prochains numéros du Monde libertaire :
n° 770 le 21 décembre et le n° 772 le 18 janvier

Amis lecteurs

PETIT à petit, l'édifice — la nouvelle formule du *Monde libertaire* — se construit. Au niveau du matériel d'abord, car, après le choix de la configuration adaptée à nos besoins, il s'est agi de contacter des revendeurs et de mener un travail de négociations (prix, maintenance, crédit...). Nous avons dû en effet avoir recours au crédit car le temps presse si nous voulons être présents au rendez-vous fixé avec nos lecteurs le 1^{er} février 1990. Cette solution, bien entendu, ne nous satisfait pas car elle entraîne des frais supplémentaires (répartis cependant sur trois ans).

Nous ne pouvons donc qu'encourager nos lecteurs et tous ceux qui pensent qu'un journal tel que le nôtre doit demeurer, à s'abonner, souscrire ou effectuer un virement automatique.

Nous avons également recherché un local et pensons avoir trouvé ce qui nous convenait au moindre coût. Mais les activités se poursuivent aussi en ce qui concerne le projet rédactionnel et les modifications de maquettes du *Monde libertaire*. Une « une » composée d'articles commentant ou présentant les titres de la semaine ; la page 2 privilégiant les textes de réflexion et les livres propos ; des rubriques informant de la vie de la Fédération anarchiste ; une page 3 en relation avec les titres de la première page ; mais aussi des articles plus courts et plus incisifs ; des infos « en bref » plus nombreuses... Voilà résumé en quelques lignes le projet que les camarades du comité de rédaction continuent à peaufiner.

Par ailleurs, les permanents de notre librairie ont pu recueillir et nous transmettre vos avis sur les logos du journal qui sont présentés en mini-exposition depuis quinze jours. Cela nous aidera à choisir la formule qui semble la plus appréciée. Une commission prépare la campagne d'information visant à présenter le nouveau *Monde libertaire* : affiches, contacts avec les médias, etc.

Bien des efforts ont donc été accomplis, d'autres demeurent en perspective... Mais tout cela ne pourra se réaliser pratiquement que si vous continuez à nous apporter votre soutien pour améliorer ce journal et lui rendre sa santé financière. C'est ensemble que nous réussirons à franchir ce difficile cap. Notre objectif : réunir pour la nouvelle formule du *Monde libertaire* 140 000 F. Les souscriptions ci-dessous ne sont qu'un premier pas !

Les administrateurs

Souscription pour la nouvelle formule du « Monde libertaire »

LECLERC P. : 50 F - LEBERTRE B. : 60 F - ROSTAING B. : 60 F - REITZER A. : 100 F - BEAUFILS U. : 25 F - MICRE P. : 60 F - VINCENTE J. : 1 000 F - POULAIN A. : 100 F - JULE F. : 100 F - MAGLIONE J. : 60 F - TOUCHAIS B. : 60 F - LARSEN C. : 60 F - VIGUIE J. : 60 F - CASFARGUES A. : 100 F - MARTINEZ A. : 100 F - LALLIER CHATARD Francine : 100 F - ROSELL W. : 301 F - REYNIER D. : 60 F - AUGUSTE P. : 33 F - JACQUEMARD F. : 210 F - MUYSSEN A. : 60 F - GILLET A. : 100 F - REY M. : 100 F - Anonyme : 58 F - Anonyme : 102 F - EYTARD Eric : 100 F - SREBVIKI E. : 75 F - MAURICETTE B. : 60 F - GORCE P. : 60 F - HOST G. : 300 F.

Total des souscriptions : 3 714 F.

CABANETTES A. : 100 F - SANCHEZ M. : 50 F - ATZORI P. : 50 F - Gr. BERNERI : 150 F - BOUEY P. : 80 F - CORNIC J. : 10 F - COSTES D. : 50 F - ESCOUBET G. : 50 F - FERNANDEZ L. : 50 F - GIRAUD-CHAVIGNER : 300 F - Gr. de ROUEN : 50 F - MILLOT G. : 20 F - ETCHEGOREN : 100 F - PIVERT G. : 25 F - MAGLIONE L. : 200 F - MAYER G. : 50 F - RETOU J.-F. : 100 F - CORDELET D. : 30 F - SAINTIER J. : 75 F - Gr. SEVRAN-BONDY : 100 F - Gr. SACCO-VANZETTI : 100 F.

Virements automatiques oct. + nov. : 1 540 + 1 740 (moins les frais) = 2 980 F.

Souscriptions nouvelle formule du ML :

Octobre : 12 750 F - Novembre : 3 714 F + virement : 2980 F.
TOTAL : 19 444 F.

UNIVERSITÉ

La faculté d'Aix-Marseille en grève

L'UNIVERSITÉ d'Aix-en-Provence de Lettres (U1), connaît un problème propre à toutes les universités françaises : une surcharge des effectifs (la faculté a été conçue pour huit mille étudiants alors qu'actuellement nous sommes le double). Les sureffectifs étudiants dérangent le personnel ATOS de la faculté qui a manifesté son mécontentement au rectorat d'Aix le 15 novembre et à Paris le 21 novembre, réclamant notamment une augmentation des effectifs pour faire face à l'affluence étudiante. Le président de l'université, M. Bouvier, ferme la faculté le 15 novembre, pour s'entretenir avec Lionel Jospin d'un problème

qu'il juge grave, puisqu'il envisage de ne pas assurer la prochaine rentrée. Et les étudiants, me direz-vous ? Ceux-ci ont du mal à se mobiliser malgré les problèmes existants : amphithéâtre surchargés, queues devant les secrétariats (donc tirage au sort pour assister aux cours) et les restos universitaires, locaux vétustes... Alors que les délégués d'UER, l'UEC (Union des étudiants communistes) et le collectif étudiant se débattent dans une sombre pagaille, les cours continuent et le gouvernement, lui, semble sourire. Certains, écœurés, refusent d'aller plus loin, d'autres, dont je fais partie, encouragent la grève générale, c'est-à-dire la fermeture

de la faculté avec occupation des locaux. Mais les étudiants ont peur de s'engager dans une lutte qui leur semble inutile, car perdue d'avance.

A l'heure où j'écris ces lignes, il est dans l'air du temps d'occuper la faculté « by night ». Cette action d'éclat, hautement « médiatique » va sûrement influencer les députés lors du vote du budget !

Pour conclure, il convient de dire que la politique gouvernementale en matière éducative, visant à amener 80% d'une classe d'âge au baccalauréat, reste la cause essentielle du conflit actuel, et que le problème va se reposer l'an prochain.

Eric

REGION RHÔNE-ALPES

Sanglant BTP

MACABRE comptabilité que celle entreprise par Marius Durand, responsable régional de la Fédération CGT de la construction, qui porte sur le nombre d'accidents mortels sur les chantiers dans la région Rhône-Alpes. Depuis le début de l'année, trente cas ont déjà été relevés, contre une vingtaine pour l'année 1988. Est particulièrement concernée la Savoie, en raison notamment de l'ouverture des chantiers des équipements routiers et olympiques. Invariablement, ces accidents surviennent lors de longues journées de travail, lorsque l'attention se relâche.

Après la crise du BTP, 1987 marque une relance des activités. Pour combler les vides causés par des licenciements massifs, il a été fait recours, de façon importante, aux heures supplémentaires et surtout à l'intérim. Peu au courant du travail demandé et des risques encourus, les intérimaires semblent particulièrement vulnérables. Mal payés, plus menacés par les accidents que d'autres salariés, les ouvriers du bâtiment et des travaux publics en général, et les intérimaires en particulier, paraissent faire les frais de l'expansion économique qui touche la région Rhône-Alpes.

Salaires bas, absence de plans de carrière conséquents, travail pénible, le BTP n'échappe toujours pas à sa mauvaise image de marque.

Aussi la CGT demande-t-elle que soit mise en œuvre une véritable politique sociale en ce domaine et qu'avant tout soit développée la prévention des accidents et la sécurité, ceci dès la conception des ouvrages, dans le cabinet de l'architecte.

Par ailleurs, le syndicat condamne l'attitude des grandes entreprises du BTP qui accaparent les marchés en procédant ensuite à une redistribution du travail en sous-traitance auprès de PMI qui négligent la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité.

Les anarchistes ne peuvent que souscrire aux légitimes inquiétudes de la Fédération CGT de la construction, car pendant que se bâtissent des empires, du genre Bouygues, les salariés « trinquent » en risquant leur peau. Regrettons pour notre part que les travailleurs n'en aient pas plus conscience, ou alors qu'ils acceptent leur sort avec fatalité, lorsque l'on constate le faible taux de syndicalisation dans la profession. Le BTP, voilà encore un autre secteur industriel que nos syndicats doivent conquérir. Espérons qu'il le soit par des syndicalistes révolutionnaires, dont le caractère déterminé pourra faire évoluer les choses radicalement.

Claude NEPPER
(groupe Makhno de Lyon)

Le plan Soisson sent le poisson !

LES carreaux, c'est comme les pieds, ça se lave. Il y a même des bons p'tits gars payés pour ça. Même qu'on leur demande six mois d'expérience, même que c'est le SMIC ou un coup de pied au cul. Alors forcément, au bout d'un moment, ça lasse !

Tel est le lot commun des chômeurs, de stages-bidons en préstage d'insertion ou de préformation avant insertion, à moins que ce ne soit le contraire. Peu importe, le plein emploi c'est fini, et voilà déjà plusieurs décennies que nous affirmons sans trop nous tromper que le capitalisme a toujours eu et aura toujours besoin d'un réservoir de chômeurs pour se maintenir en équilibre.

Ce dont n'a pas besoin le capitalisme, ce sont les grognons, les fâcheux, ceux qui gémissent, qui ouvrent leur gueule. Du type de ceux qui le 21 novembre ont entrepris l'occupation de l'ANPE de la rue du Maroc dans le XIX^e arrondissement de Paris, de ceux qui s'organisent pour lutter, de ceux qui veulent être reconnus comme interlocuteurs de l'administration. Ce sont eux les principales victimes de la crise. Ces heureux veinards, les joies sans mélanges des employés tâtilons (ils ont des ordres), des délices tactiles de l'allocation supprimée (c'est le

réglément), des droits niés, bafoués, gommés... Ceux pour qui demain c'est comme hier. Alors ils s'organisent. L'occupation de l'ANPE ne fut qu'une étape pour l'obtention d'un panneau de libre expression des chômeurs pour tant prévu par la loi. Après quelques promesses verbales de l'administration concernée, l'occupation s'est terminée dans le calme, sous la quiétude paternelle des Renseignements généraux.

Soisson avait néanmoins promis :
— le remboursement des frais de transport ;
— la simplification des démarches administratives ;
— des bains-douches et des lavomatic gratuits.

Attention aux promesses, elles se transforment quelquefois en revendication. C'est le cas aujourd'hui.

Emile VANHECKE

Le Comité des chômeurs se réunit chaque samedi de 14 h à 18 h, au 9, rue Clavel, 75019 Paris (métro : Pyrénées) et anime deux émissions : « Extrêmes-limites » le jeudi de 9 h 30 à 12 h sur Radio-Libertaire (89,4) et de 18 h 30 à 20 h 30 sur Radio-Lucrèce (106,7).



N° 769 JEUDI 7 DECEMBRE 1989

ARMÉE, EDUCATION, DEMOCRATIE

L'affaire du lycée militaire d'Aix

RÉMI Darne, auteur de *L'Armée face à la démocratie : l'affaire du lycée militaire d'Aix* était l'invité le 15 novembre de Dazibao (l'émission de la CLEA sur Radio-Libertaire).

Le lycée militaire d'Aix, on en a beaucoup parlé il y a trois ans, principalement parce qu'on y apprenait les chants de la Wehrmacht et parce qu'on y recevait des leçons de salut hitlérien. Pourtant, ce n'est que la partie visible de l'iceberg. L'affaire est plus complexe, comme le montre R. Darne dans son livre (1).

L'affaire

Un lycée militaire est quelque chose de très spécial (il y en a quatre en France). Il comprend des classes allant de la sixième à la terminale et accueille principalement des fils de militaires, le but de ces lycées étant de former des officiers et des sous-officiers. Les professeurs y sont détachés par l'Education nationale et ont la possibilité de tripler leur salaire de base.

Rémi Darne, diplômé de l'IEP d'Aix-en-Provence, est étudiant en philosophie et s'est intéressé au lycée militaire d'Aix dans le cadre d'un DEA, son livre étant une adaptation extraite de son mémoire de DEA.

L'affaire en tant que telle est très simple : MM. Maignant et Warion

sont professeurs au lycée militaire d'Aix. Or les autorités de l'établissement veulent s'en débarrasser. En principe, c'est très simple : il suffit de mettre fin à leur détachement. Mais Maignant et Warion sont titulaires d'une Chaire Supérieure (dernier échelon — très prestigieux — dans la hiérarchie des agrégés) ; ce sont d'ailleurs les seuls à l'être dans ce lycée. Pour les virer, ce n'est donc pas si simple. Alors, une cabale va être montée : une quarantaine d'élèves et de parents d'élèves du lycée (parmi lesquels on trouve des généraux) vont envoyer des lettres stéréotypées où ils dénoncent l'enseignement, qualifié de « trop universitaire » de Maignant et Warion. Les autorités militaires, totalement en phase avec celles de l'Education nationale, vont alors se

faire plaisir, en juillet 86, de virer ces deux profs.

Reste à savoir pourquoi les militaires ont demandé le départ des deux enseignants. En effet, Maignant n'a rien de subversif : il est d'ailleurs gaulliste bon teint. Mais il avait fondé une association d'enseignants qui voulait mettre fin à certaines pratiques courantes dans ces milieux. Par exemple, lors des conseils de classe, il est impossible de critiquer un élève protégé par tel colonel. Ou encore dans les prépas (Saint-Cyr...), les copies ne sont pas anonymes et, en dernière instance, l'admission de l'élève dépend de son idéologie (de préférence d'extrême droite) et non de ses résultats.

Tout se complique

Evidemment, Maignant et Warion vont engager des actions judiciaires, qui vont se révéler payantes : en 87, le tribunal administratif ordonne leur réintégration. Ce qui n'inquiète pas les militaires qui refusent d'appliquer cette décision. Et finalement, en juin 88, le tribunal administratif de Marseille va s'aligner sur la position des militaires, en confirmant l'exclusion des

enseignants. Maignant est toujours sans poste, alors que le proviseur du lycée militaire qui avait couvert les chants nazis est promu par l'Education nationale.

Par contre, les ennuis ne font que commencer pour Rémi Darne. L'IEP (Institut d'Etudes politiques) d'Aix va demander la saisie du livre. L'université d'Aix empêche Darne de soutenir son mémoire (il a pourtant des profs de gauche) et donc de continuer ses études à moins que celui-ci accepte de retirer le livre des librairies. De là à parler d'imbrications entre les militaires et les universitaires d'Aix (et de l'IEP), il n'y a qu'un pas, franchi preuves à l'appui.

L'éditeur du livre a lui aussi subi des pressions (financières et de sa municipalité, de gauche). Son distributeur habituel (Presses de la Cité) a refusé de distribuer ce livre, et pour le punir, les autres livres publiés par ce petit éditeur également.

Quant au livre lui-même, il n'a rien de subversif. Ce n'est pas la nature de l'armée qui est critiquée, seulement son fonctionnement. Il y a aussi un bref aperçu sur les relations entre l'armée et l'école, et le

livre apporte de l'eau au moulin de ceux qui dénoncent depuis des lustres l'existence d'un véritable complexe militaro-universitaire (2).

D'ailleurs n'est-il pas étonnant que le tiers du budget de la recherche provient de l'armée ? L'ouvrage est même assez indigeste, puisqu'il s'agit d'une accumulation de faits (plusieurs dizaines de documents sont d'ailleurs reproduits en annexe). Ce sont pourtant ces faits qu'il est capital de connaître, car il s'agit d'un boulet tiré sur notre démocratie, démocratie de façade bien entendu, ce qui laisse entrevoir, pour ceux qui en doutaient encore, sa véritable nature autoritaire. Ce totalitarisme mou, où en dernière instance, le pouvoir repose sur cette Grande Muette, pourtant gourmande, qui continue de tisser sa toile (3) autour de nous. Prenons garde, luttons contre la militarisation.

J.R. LINEKATZ

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire, 100 F.
(2) Cf. dernier protocole Armée-Education (ML n° 747 et 761).
(3) Cf les Ordonnances de 59.

RÉPRESSION

Après le procès, la lutte pour la libération de Jean-Philippe Casabonne continue

CONDAMNÉ en décembre 1988 à six ans de détention sur la base d'un dossier vide, Jean-Philippe Casabonne et ses avocats avaient immédiatement fait appel à cette décision de la justice nationale. Ses avocats, maîtres Blanco et Gonostizia, quant à eux, dénonçaient un procès où les droits de la défense avaient été totalement ignorés, l'un d'eux n'ayant pas eu la possibilité de s'exprimer, non-acces aux documents, leur client ne pouvant pas parler pour se défendre.

C'est au moment où les comités de soutien appellent pour le 21 octobre (voir ML n° 764) à Bordeaux, Pau et Toulouse à des manifestations pour protester contre l'arbitraire incarcération de Jean-Philippe et demander sa libération, que nous apprenions la décision de la justice espagnole de fixer le second procès à la date du 13 novembre 1989.

Seul un soutien très fort...

Concrétisation des réunions de coordination entre les différents comités de soutien à Jean-Philippe, le 21 octobre a rassemblé un nombre assez important de personnes (deux cents à trois cents dans chacune des villes), ce qui est bien, compte-tenu de la durée de la mobilisation (juillet 87). On peut même dire que le soutien semble s'intensifier et s'élargir.

La veille du procès, à l'initiative du SNES dont Jean-Philippe était membre, des rassemblements de protestation se sont déroulés dans toute la France devant l'ambassade et les consulats d'Espagne. Les comités de soutien se sont joints à cette initiative. La FEN était présente également.

Pour le procès, outre la presse et des personnalités politiques, un certain nombre de personnes se sont déplacées en bus pour être présentes lors du procès de Madrid. A noter qu'ils ont dû subir

trois longues heures de tracasseries administratives et ceci des deux côtés de la frontière, à la douane française d'abord et à la douane espagnole ensuite, ce qui provoque un certain retard...

Le procès fut une triste comédie (voir plus loin) et à cette heure nous attendons le verdict, peine confirmée, diminuée ou malheureusement augmentée.

Prévue depuis longtemps par le SNES, une manifestation nationale de soutien s'est déroulée à Paris le 18 novembre 1989. D'autres organisations s'étaient jointes à cette initiative. La FA, la LCR, le JCR, le SCALP étaient présents, ainsi que les comités de soutien. La mobilisation a été importante.

Seul un soutien très fort et très large pourra faire sortir Jean-Philippe de prison. Médiatiser le cas Casabonne, dénoncer le fonctionnement de la justice espagnole, faire connaître à l'opinion publique, les mauvais traitements dont sont victimes Jean-Philippe et les prisonniers basques dans les prisons, tout ceci permettra de remettre en question à juste titre l'image de démocratie que l'Espagne entend donner d'elle-même par les voix de son gouvernement. Même chose pour le gouvernement français, bien complice en cette affaire par son silence. Les pressions ne doivent pas s'arrêter jusqu'à la libération de Jean-Philippe Casabonne (voir adresses ci-dessous).

Le procès, une parodie de justice

Interrogé à *Sept sur Sept*, en direct, sur l'affaire Casabonne, Felipe Gonzalez, le chef du gouvernement espagnol, invoquait l'indépendance de la justice et le respect des droits de l'Homme dans une Espagne démocratique.

Voici, en résumé, le témoignage des membres du comité de sou-

ten de Bordeaux qui ont pu assister au procès, après les quelques retards occasionnés à la frontière.

Cette fois, Jean-Philippe « passait » devant le Tribunal suprême, pour un procès qui se situe entre le pourvoi en cassation et le procès d'appel. Le procès était d'abord annoncé à huis-clos. Finalement, il fut déclaré public — la justice n'a rien à cacher — mais le principal intéressé était absent. Jean-Philippe n'a pas été autorisé à être présent pour son procès en appel. On peut aussi se poser la question de savoir si ce n'est pas son mauvais état physique qui a décidé la justice espagnole à ce refus le plus élémentaire.

Maître Blanco n'a toujours pas été autorisé à s'exprimer. Après avoir entendu l'accusation réclamer à nouveau six années d'emprisonnement, sans aucun développement, les juges n'ont daigné écouter Maître Gonostizia que quelques minutes. Quand celui-ci démontrait, preuves à l'appui, qu'au moment où Jean-Philippe avait donné son adresse de vacances aux deux réfugiés basques, ceux-ci n'étaient recherchés ni par la police française ni par la police espagnole, cela n'intéressait pas la justice espagnole. Pas plus que le fait que le dossier de Jean-Philippe est vide et le reste à ce jour, aucun élément de preuves n'ayant été apporté concrètement par l'accusation, pas plus que le fait que Jean-Philippe Casabonne est soumis à de mauvais traitements.

En totalité, le procès a duré vingt-cinq minutes. Le résultat du procès sera sans doute connu début décembre, mais il reste prévisible, c'est pourquoi, plus que jamais, le soutien doit continuer.

Jean-Philippe et les autres

Arrêté en juillet 87, Jean-Philippe a été le témoin de l'arrivée en Espagne de tous les réfugiés basques extradés par la

France. Tous ou presque torturés. A plusieurs reprises, il a affirmé sa solidarité avec les réfugiés basques et avec la lutte du peuple basque pour le droit à la liberté et au respect de son identité et de sa culture.

Aujourd'hui, il a déclaré par l'intermédiaire de sa famille et de ses avocats, qu'après tout ce dont il a été le témoin et tout ce qu'il avait subi personnellement, il était hors de question pour lui, quel que soit le résultat du procès, de demander sa grâce : entendons par là reconnaître sa « culpabilité » ; ce qui lui a été plusieurs fois proposé par les autorités espagnoles.

L'affaire Casabonne donne une certaine lumière sur les conceptions du gouvernement espagnol en matière de démocratie, de justice et de droits de l'Homme. Otage français à Madrid, Jean-Philippe tombait bien à l'époque, pour justifier aux yeux de deux gouvernements complices la validité des expulsions des réfugiés basques et la lutte menée contre les Basques que l'on tentait de faire passer pour des terroristes, ainsi que tous ceux qui lui appartenaient un quelconque soutien.

C'est l'occasion, pour nous anarchistes, de nous poser un certain nombre de questions.

Si le soutien parvient à obtenir la libération de Jean-Philippe Casabonne, le cas le plus médiatique en France, il nous faut savoir qu'ils sont environ cinq cents prisonniers « politiques » basques confrontés à la même situation, faute de mauvais traitement, de jugements iniques sur la base de dossiers le plus souvent vides. Nous ne pouvons pas les laisser tomber.

Quelle est aujourd'hui la volonté réelle du gouvernement espagnol de régler le problème basque dans le respect de ce peuple avec sa culture, sa langue, son désir de liberté et d'autonomie politique et sociale ?

Si les réponses de l'Etat espagnol sont la répression et la confrontation avec les vieilles structures franquistes qui perdurent en son sein (justice, police), nous ne pouvons qu'être du côté de ceux qui subissent le terrorisme de l'Etat.

Nous sommes contre les Etats et certainement pas pour la création d'un Etat basque ! Alors pas question de soutenir le choix d'un nationalisme basque, ni celui qui consiste à croire que des attentats régleront le problème basque. Pas question non plus de soutenir par notre silence les agissements du gouvernement espagnol et de ses forces de répression fasciste. Nous serons toujours du côté de ceux qui demandent plus de liberté, le respect de leurs droits politiques, économiques et sociaux.

Alors ? Soutien aux opprimés ! Libérez Jean-Philippe Casabonne et ne touchez pas au peuple basque !

Patrick AGUIAR (gr. E. Goldman)

Adresses :

— Ambassade d'Espagne, 13, avenue Georges-V, 75008 Paris ;
— François Mitterrand, Palais de l'Elysée, 5, rue Saint-Honoré, 75000 Paris.

— Comité de soutien à J.-P. Casabonne, BP n° 60, 33031 Bordeaux cedex.

— J.-P. Casabonne, module 1, centre pénitentier d'Herrera de la Mancha, ciudad Real, Espagne.

**Souscrivez
au
« Monde
Libertaire »**

Chômage et précarité... où va-t-on ?... J'vous l'demande !

COMME nous montre la brochure *Chômage et précarité... Où va-t-on ?... Je vous l'demande*, (1) le chômage n'est pas près de disparaître en France : la population active augmente tandis que le nombre d'emplois diminue. Pour ne pas perdre son crédit, l'Etat a été amené à réagir : création des TUC, SIVP, etc., puis du RMI. Sur ce dernier point, le gouvernement français était à la traîne de ses homologues européens. Dans les pays (industrialisés) où il existe, le « RMI » s'accompagne toujours d'un plus fort contrôle de l'individu par l'Etat et de la marginalisation officielle d'une partie de la population.

Après une vue d'ensemble sur le chômage et ses conséquences, les auteurs répertorient quelques solutions, proposées ou mises en place, pour y faire face. Relancer la croissance, créer des emplois d'utilité sociale : ces idées sont à la fois irréalistes et insatisfaisantes. Comme le font remarquer les auteurs : « le chômage a commencé à croître dans une période de pleine croissance ». Quant aux emplois d'utilité sociale, ils devraient être créés dans des secteurs nouveaux (lesquels ?) sous peine d'engendrer du chômage. Surtout, aucune de ces solutions ne remet en cause le travail inutile.

Le RMI, auquel une large place est réservée, relève de la publicité mensongère : sans compter des conditions d'attribution sélectives et humiliantes, il ne permet en aucun cas à ses bénéficiaires de « s'insérer » (2). Mais surtout, c'est un obstacle au partage du travail et des revenus : avec le RMI encore plus « la précarité risque de rentrer en quelque sorte dans les mœurs ».

Et la diminution du temps de travail ? Des solutions proposées c'est

celle que privilégient les auteurs. Mais « cette réduction du temps de travail, pour avoir une incidence sensible sur le chômage et le partage du temps de travail, doit être massive et mise en œuvre par les gens eux-mêmes » (3). On le voit, cette solution — la plus égalitaire — ne peut réussir sans une rupture avec le système économique présent.

Mais que proposent les auteurs ? « Ce qui nous semble le plus important aujourd'hui, c'est de créer des réseaux d'entraide (parmi les habitants d'un même quartier par exemple) ». Chaque travailleur peut en effet se définir comme producteur et comme consommateur. Cette solution aurait alors le mérite de rassembler salariés, précaires et chômeurs autour du logement, de la santé, des transports, de l'éducation, etc. De tels réseaux, fédérés, établiraient l'indispensable rapport de forces pour toute action ultérieure.

Notons que les mêmes organisations syndicales qui négocient sur le dos des chômeurs ont chacune leur organisation de consommateurs. Peu développées, celles-ci se consacrent trop souvent à des problèmes mineurs ou superflus. Ce pourrait être l'occasion de réunir salariés et chômeurs sur les problèmes communs de logement (4), de santé, etc.

Stani Waizski

(1) Réalisée par l'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste, en vente au prix de 15 F.

(2) Voir le Monde libertaire n° 767 du jeudi 9 novembre 1989.

(3) Après le passage aux 39 heures, le gouvernement déclarait vouloir atteindre les 35 heures en 1985...

(4) La loi Mermaz du 6 juillet 1989 déclare dans son article premier que le logement est un « droit fondamental ». Mais elle ne fait que retarder au cas par cas la hausse des loyers. De plus, les propriétaires avaient pu tranquillement spéculer sous la loi Quilliot, censée offrir toutes les garanties aux locataires.



La copie de Marx

QUELQUES nouvelles en direction des anarchistes qui se morfondent dans les recos sombres de l'obscurantisme béat de la multitude encastrée dans l'azurée lueur de la machine à décevoir...

Les communistes au pouvoir dans les pays de l'Est aussi vieux que nos derniers rescapés de la grande boucherie de 14-18, qu'on numérote chaque 11 Novembre à coup de médailles et d'embrassades gluantes... Les communistes, héritiers de la Grande Révolution d'Octobre de la Russie-mère ont encore pris une baffe dans la gueule, mais celle-là... Pardon !... Copieuse... Le mur de Berlin qui séparait le paradis socialiste de l'enfer capitaliste est tombé. Historique !... Avec lui tombent soixante-douze ans de pratique du communisme scientifique.

En marge de la copie de Marx, on peut écrire : « Prolétaires de tous pays, il vous avait promis un socialisme sans Etat, il vous a donné un Etat sans socialisme... En RDA, il avait promis une société sans Etat, ils ont maintenant un Etat sans société ».

Un autre symbole, Dolorés Ibaruri dite « La Passionaria » s'est éteinte, alors que Federica Montseny, avec ses 84 ans, assure toujours avec persévérance et lucidité...

Le capitalisme à toutes les sauces remporte une victoire mêlée d'amer-tume. Madelin a déclaré : « L'histoire aura encore quelques soubresauts due à la dictature ou à l'anarchie ». Le mot anarchie était, j'en suis persuadé, employé dans son sens véritable et inquiétant pour lui.

Cette déclaration me conforte dans les luttes à venir... Les rêveurs ont changé de camp... Beaucoup de communistes de base se cherchent de nouvelles illusions... Eux qui savaient si bien expliquer les morts à Crons-tadt en 21, d'Ukraine et de l'Espagne en 36... qu'ils réfléchissent de quel côté étaient et sont les véritables révolutionnaires... N'en déplaie à certains d'entre eux rivos encore à leurs contradictions, l'anarchie reste et restera le dernier rempart historique du socialisme.

Edmond DES CAILLOLS
(gr. Ascaso-Durruti de Marseille)

AMNESTY INTERNATIONAL

Le nouveau rapport

LE rapport annuel d'Amnesty, le rapport qui fait trembler les dictatures brune ou rouge (brrr !) et qui fait jouir les démocraties vient de sortir. Non, ne soyons pas mesquins ! Ce rapport apparaît actuellement comme une référence en ce qui concerne les exactions au sujet des droits de l'Homme dans le monde. Aucun pays n'y échappe, pas même la France où il y apparaît toujours son cortège d'insoumis et ses problèmes avec les groupes indépendantistes. Ce qui pourrait nous faire croire qu'Amnesty est indépendant. Mais la philosophie des droits de l'Homme est-elle neutre ? N'est-ce pas encore un coup de ces démocraties occidentales qui veulent prouver que les autres cultures ne sont que barbarie ? L'impérialisme des droits de l'Homme n'est-il pas une réalité aujourd'hui ? On fait signer des conventions, des traités à des Etats qui ne les respectent pas. Paraître et être sont deux mots facilement dissociables pour certains. Et même pour les dirigeants de notre beau pays, les socio-démocrates et autres politiciens. Vous avez dit patrie des droits de l'Homme ?

Mais revenons donc au sujet qui nous préoccupe présentement : le rapport annuel d'Amnesty. Pendant 327 pages, Amnesty dénonce les manquements aux droits de l'Homme durant l'année 1988. Nous ne pouvons que louer cet énorme travail. Nombreux sont les prisonniers d'opinions libérés grâce à cet organe de pression qui, par le biais de lettres courtoises (c'est peu dire) et en grand nombre, agit sur les plus hauts dignitaires des Etats. Cependant, il est à noter que l'organisation n'influe en aucun cas sur la politique d'un Etat. On peut alors se demander si être à Amnesty ce n'est pas du militantisme à la petite semaine, et cela pour ceux qui veulent se donner bonne conscience.

La social-démocratie a trouvé en Amnesty un héraut sur un sujet qu'elle ne capte pas encore tout-à-fait, les droits de l'Homme, et dont elle veut s'approprier les notions. Et ceci dure depuis 28 ans.

Enfin, n'oublions surtout pas de citer un passage du synopsis du rapport : « ... ce rapport 89 lance un véritable défi à la conscience humaine et montre la voie à suivre pour défendre les victimes des violations des droits de l'Homme ». Merci qui ? Merci Amnesty.

JERÔME

MOSQUÉE DE LYON

Le Front national passe à l'offensive

EN projet depuis 1979, la mosquée de Lyon est revenue à la une de l'actualité locale. Malgré le soutien, dès l'origine, de personnalités telles que Giscard, Mitterrand et du défunt Cardinal Renard, aucune décision ne fut prise jusqu'à l'arrivée du nouveau maire, le dynamique Michel Noir. Finalement, la mosquée sera construite boulevard Pinel, dans le VIII^e arrondissement. Cette fermeté nouvelle a, par contre-coup, fait redoubler de virulence l'opposition anti-mosquée menée principalement par deux associations « d'habitants ». Ces associations, bien implantées dans le quartier, se défendent bien sûr d'être des officines du Front national et se targuent d'être « apolitiques » ; elles clament haut et fort qu'elles ne souhaitent que « défendre les intérêts des habitants du VIII^e arrondissement ». Dans les faits, il n'en est absolument rien ! Pour exemple, leur réunion publique (le 5 septembre) qui se transforma en véritable meeting du FN : flamme bleu-blanc-rouge sur les tee-shirts arborés par la grande majorité de l'assis-

tance, surenchères dans les discours et hurlements racistes, etc., etc. !

Côté arguments, c'est le délirium trémens

La mosquée serait une enclave étrangère qui servirait de base à des terroristes... On évoque même le risque d'attentat contre le château d'eau tout proche, ainsi que les « problèmes posés par le bruit de l'appel à la prière », « le problème du stationnement, celui de la chute des prix des appartements »... Ces arguments ubuesques ne trompent personne quant à leur soi-disant apolitisme. Ils cachent mal le racisme et la xénophobie qui sont à la base de cette mobilisation...

Une situation qui risque fort de s'envenimer...

A ce jour, il est clair que ni la mairie ni les opposants à la mosquée ne céderont et que les dirigeants des deux associations anti-mosquée vont être très bientôt incapables de contenir leurs troupes hystériques en mal de « ratonna-

Une mosquée pour Marseille

L'AFFAIRE du foulard à l'école n'a guère monopolisé l'opinion publique à Marseille. Vigoroux en profite. Il vient d'annoncer la construction d'une mosquée digne des aspirations des nombreux musulmans de la cité phocéenne... Des mosquées, il y en a déjà. En fait, on a de tout ; des églises, une synagogue, un temple orthodoxe et... les Témoins de Jéhovah. Une mosquée, est-ce vital pour les immigrés ? D'après certaines associations, il existe pour eux des priorités beaucoup plus importantes. L'amélioration de leur vie quotidienne, surtout pour ceux qui vivent encore dans des cités vétustes, livrées à l'abandon, la restauration des complexes sportifs dans les quartiers Nord. L'école, où à la place du foulard on aimerait mieux la gratuité des transports lors des sorties pédagogiques, la gratuité des entrées dans les piscines, dans les musées. Une modification des impôts locaux (dans certains quartiers les plus défavorisés on paie presque autant que les notables du Prado, un des quartiers chics de la ville).

Il serait temps que tout le monde se mobilise afin que l'argent ne soit pas dépensé à l'importe comment.

Quant aux problèmes liés à l'immigration, ils ne seront sûrement pas résolus sur l'autel de l'Islam ni dans aucune chapelle d'ailleurs.

JEAN-PIERRE
(gr. Ascaso-Durruti de Marseille)



MEDECINE 1989 : la santé à deux vitesses

CHACQUE année, la Sécurité sociale (CNAMTS) négocie une charte avec les médecins libéraux, on l'appelle la convention.

Cette année, Evin a du fil à retordre. Premier événement médiatique : la consultation des généralistes va passer à 95 francs. En fait, un geste d'apaisement vis-à-vis des professions libérales, spécialité de M. Evin.

Mais il y a plus grave. Par-delà leurs revendications d'honoraires, les trois syndicats de médecins libéraux présents aux négociations (FMF, CSMF, MG France) se sont imposés en golden boys de la santé à deux vitesses. Le secteur 2 est un ensemble de médecins pratiquant par exemple des consultations à 120 F remboursés sur la base de 85.

Ces illustres financiers étaient au départ isolés dans les grandes villes et en Loire-Atlantique, et actuellement ils représentent 20 à 30% des médecins généralistes installés en France.

Evin refuse que ce quota dépasse 40% dans une circonscription donnée à la Sécurité sociale ou par spécialité.

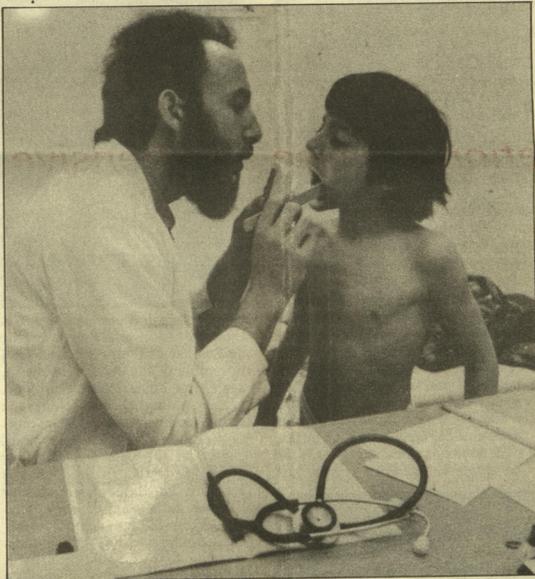
Ce pourcentage, déjà révoltant, est jugé insuffisant par les libéraux. Ils rétorquent que les dépassements d'honoraires sont pris en charge par les mutuelles (en fait 10% de celles-ci).

Des menaces de conventions type « imposées » par la Sécurité sociale, mais les hobereaux de la médecine se sentent-ils menacés ?

Après tout, il existe bien des nations évoluées, où l'on paye le médecin sans grand espoir de remboursement par une Sécurité (merci les compagnies d'assurances). En RFA, la médecine à deux vitesses institutionnalisée, c'est chose faite. Comme d'autres secteurs, la Santé va être nivelée par le bas en 1993 et devenir une simple entreprise à gérer dans la logique capitaliste européenne. Evin n'épargnera pas non plus la Santé publique. Il l'a déjà prouvé. L'hôpital public sera aussi une usine à fric. Les infirmières et les personnels de Santé ont déjà manifesté leur désaccord avec la désintégration de la médecine de qualité pour tous.

Plus que jamais, soyons vigilants et gérons notre santé en boycottant les médecins secteur 2 et en encourageant toutes les alternatives à la médecine de profit, tels les centres de santé ou autres initiatives de désolidarisation du conseil de l'ordre. Il devient urgent de combattre par tous les moyens l'institutionnalisation de la médecine à deux vitesses.

BRUNO
(groupe de Nantes)



Statistiques !

Le patronat toujours impuni à 99%, tel est le résultat d'une statistique de la *Revue pratique du droit social*, mensuel juridique de la CGT, à la suite du rapport annuel du ministère du Travail.

En effet on y apprend qu'au cours de l'exercice 1987, l'inspection du travail a dressé 33 265 procès verbaux, soit 2,81% des infractions constatées. Le nombre de condamnations s'élève à 6 410, soit 0,54% des infractions, sans compter les dispositions généreuses de la loi d'amnistie de juillet 1988 envers le patronat délinquant.

Les visites des inspecteurs du travail ont concerné 4 713 129 salariés, soit 38,5% de ceux assujettis au contrôle. 81% des établissements n'ont subi aucun contrôle.

Les 6 410 condamnations représentent avec les lenteurs de la justice 0,82% des infractions suivies d'effet. 90%, selon le garde des Sceaux, des peines d'amendes prononcées contre les employeurs étaient d'un montant inférieur ou égal à 2 500 F. Sur les 263 peines de prison annoncées, le ministère ne précise ni la durée ni le nombre prononcé avec sursis.

« En droit pénal du travail, à l'inverse des autres citoyens, le patronat délinquant bénéficie d'une immunité totale, deux cents ans après la nuit du 4 août 1789, l'abolition des privilèges reste une revendication syndicaliste », déclare Yves Dugué, signataire de l'article.

Comment peut-on encore avoir « confiance en la justice de son pays » à la lecture de pareilles statistiques ?

LUCIEN (« Chroniques syndicales »)



UNIVERSITÉ

Exclusion des étudiants marocains à Jussieu

DANS la nuit du 24 au 25 novembre 1989, deux cents CRS ont investi l'Université Paris-VII Jussieu pour évacuer la dizaine d'étudiants marocains et tunisiens qui occupaient le cinquième étage de la Tour 34, lieu de la présidence, en grève de la faim depuis vingt-six jours. Malgré leur état, plusieurs étudiants sont frappés, deux d'entre eux conduits au commissariat du XIII^e arrondissement pour « fouille minutieuse », sous une pluie d'insultes racistes.

C'est la réponse apportée à une lutte pour l'inscription engagée depuis plusieurs semaines par ces étudiants et leurs syndicats UNEM et UGET (1), face au mépris et au chantage de l'administration.

Après une série d'occupations, c'est à la rentrée universitaire, le 9 octobre, qu'une occupation illimitée devant les locaux de la présidence de Paris-VII est décidée, pour obtenir l'inscription d'environ deux cents étudiants marocains et tunisiens, devant le refus de dialogue de la part de la présidence. Celle-ci se dédouane en prétendant que les demandes ont été faites « hors-délai » et donc que les étudiants doivent s'adresser à la CIUDEX (2), qui n'est en fait qu'une boîte postale inventée par le Rectorat de Paris pour dispatcher les dossiers. En fait, l'UNEM et l'UGET ont pris contact dès le 23 mai puis au moins de juillet.

Une promesse d'étudier tous les dossiers qui arriveraient au mois de septembre leur a été faite. En fait, la présidence a jeté ces dossiers à la poubelle ! La CIUDEX, elle, n'a commencé à travailler qu'en octobre !

Qui est hors délai ?

Real politik

C'est là qu'interviennent les intérêts diplomatiques de la France. Les étudiants libanais, pour cause de bombardements

pendant leurs épreuves de bac, et les étudiants chinois à cause de la répression de leur mouvement, ont pu être inscrits. Au Maroc, durant l'année 88-89, aux grèves se sont succédées les arrestations et les poursuites à l'encontre des étudiants qui ne réclamaient que leurs droits. La France reste pour eux le seul espoir de continuer leurs études. Mais Hassan II est un ami de la France.

La lutte

Le 13 octobre, devant le refus de la présidence de négocier, la décision d'entamer une grève de la faim illimitée le 18, si aucun déblocage n'intervient, est prise.

Elle sera effective... Le 31 octobre, les présidents des universités d'Ile-de-France commencent le chantage : quatre-vingt-trois dossiers sont acceptés par la CIUDEX (sur deux cent dix), mais les noms ne sont pas rendus publics et les inscriptions ne commenceront qu'après l'évacuation des locaux.

Des soutiens, en solidarité, s'organisent à Censier et Paris-VIII.

Le 14 novembre, une délégation reçue par la présidente de Paris-VIII s'entend répondre que le principe selon lequel « tout bachelier doit pouvoir s'inscrire dans l'université de son choix » ne s'applique pas aux étudiants étrangers. Un ultimatum pour une évacuation avant le 16 novembre !

Le 24, trois grévistes sont évacués d'urgence pour une hospitalisation. La nuit même, les flics interviennent...

Voilà la politique d'un gouvernement « socialiste » à l'heure du Bicentenaire. Des étudiants bacheliers, dont le diplôme est reconnu par la France, qui fuient leur pays où ils ont été interdits d'étude, ne peuvent s'inscrire dans l'université de leur choix. Pire, on les laisse se détruire dans l'indifférence. Maintenant, ils ris-

quent l'expulsion... Le combat continue !

M.D.

(1) UNEM : Union nationale des étudiants marocains.
(2) UGET : Union générale des étudiants tunisiens.
(3) CIUDEX : Commission interuniversitaire d'inscriptions dérogatoires.

EDUCATION Les dessous d'une évaluation

Suite à l'évaluation réalisée courant octobre dans les classes de 6^e et de CE2, il n'est pas inutile de préciser que les enseignants n'ont pas attendu cette opération ministérielle pour repérer les difficultés de leurs élèves et leur apporter le soutien nécessaire. A propos de soutien, on peut d'ailleurs se demander si ladite opération sera véritablement suivie de moyens supplémentaires conséquents...

D'autre part, il faut condamner la surcharge de travail occasionnée notamment par le codage des résultats et dénoncer les bouleversements provoqués à l'intérieur même des classes : activités d'éveil sacrifiées, ras-le-bol et angoisse de certains élèves, etc.

Il faut également souligner le caractère socialement et culturellement sélectif de certains exercices.

Enfin, bien que les résultats ne soient pas destinés à être diffusés publiquement, il serait étonnant qu'un palmarès officieux ne circule pas bientôt entre les établissements. De même, rien ne prouve que tel ou tel enseignant ne se verra pas un jour reprocher les résultats de ses élèves. La mise en concurrence des établissements s'amplifie. A nous de nous y opposer !

Eric DUSSART
(gr. Benoît-Brouchoux - Lille)

N° 769 JEUDI 7 DECEMBRE 1989

Grève à Valence

Cent quarante mille journaliers agricoles de la région de Valence ont fait soigneusement une grève générale sérieuse et musclée. Résultat : six jours de paralysie dans la cueillette des oranges et Valence éternue (source de devise énorme, les oranges). Le patronat a cédé. Augmentations de salaire, couvertures sociales malgré l'aspect saisonnier du travail... Le syndicalisme d'action directe, c'est une affaire qui marche.

ESPAGNE Forte mobilisation antimilitariste

DIMANCHE 12 novembre se tenait à Séville une foire kakie annuelle : le grand tirage au sort des affectations des appelés du contingent. Deux cent quinze mille jeunes Espagnols allaient connaître leur caserne dans la liesse médiatique. Tout aurait pu se passer entre gens du monde, si le mouvement antimilitariste — extrêmement vivace au-delà des Pyrénées — n'avait choisi ce 12 novembre comme journée de mobilisation !

A travers toute l'Espagne, actions spectaculaires et grèves ont coloré cette grise journée. A Séville, la police a chargé brutalement quelques dizaines de joyeux bougres qui défilait en sympathique banderole favorable à l'insoumission sur la place où avait lieu le tirage au sort. De nombreux appelés, des passants, des antimilitaristes ont été matraqués et les gardiens de l'ordre, passablement nerveux, ont embarqué un maximum de pékins qui s'indignaient de leurs agissements.



Madrid a connu une jolie manifestation de deux mille personnes dans la rue (dixit *El País*, 13/11/89), à l'appel du MOC (1), de la commission anti-OTAN, de la CNT (2) et de la FAI (3), ainsi que de quelques autres groupes antimilitaristes.

Les actions les plus spectaculaires ont eu lieu à Bilbao (pays Basque) où le nombre d'objecteurs est le plus élevé en Espagne. Minute de silence, lâchers de ballons, banderoles géantes, rien n'a manqué au menu de la journée.

A Barcelone, trois mille personnes ont formé une chaîne humaine de trois kilomètres pour s'élever contre le conseil de guerre intenté par l'armée aux premiers objecteurs-insoumis, qui risquent de deux à six ans de prison.

Les slogans de ces manifestations étaient sans ambiguïté : « Nous refusons de servir notre armée, toutes les armées... », « On veut nous apprendre à tuer un ennemi inconnu, à utiliser la force au lieu de la raison et la discussion ».

Une sacrée santé, ces antimilitaristes espagnols.

P.R.

(1) Mouvement des objecteurs de conscience.
(2) Confédération nationale du Travail, anarcho-syndicaliste.
(3) Fédération anarchiste ibérique.

JAUSS feuillette le numéro spécial du Tageszeitung, le « Libé » allemand. Il ne lit pas les textes. Ces derniers jours, si on achète un journal, c'est surtout pour essayer de se reconnaître sur une photo. Jauss montre un cliché pris lors de l'assaut du mur, Porte de Brandebourg. « C'est incroyable, tous ces jeunes en train d'attaquer le béton avec des burins. » Ce soir-là, Jauss était encore à Cologne, devant son téléviseur : « J'ai appris l'ouverture de la frontière au journal de 22 heures. J'ai immédiatement décidé de prendre le premier avion pour Berlin. » Pourtant, si ce jeune Ouest-allemand s'est offert un billet pour Checkpoint Charlie, il avoue que certaines scènes l'ont



choqué. « Une image m'a fait peur, celle des députés au Parlement qui se sont levés en apprenant la nouvelle et ont entonné l'hymne allemand. C'est une réaction nationaliste qui m'a gêné. » Jauss repose l'exemplaire du Tageszeitung sur la table, se lève et marche en direction de la vitre. Dehors, des centaines de Ouest-allemands frappent sur la carrosserie des Trabant. A Checkpoint Charlie, l'heure est aux symboles. C'est ici que les « Osties », les Allemands de l'Est, découvrent pour la première fois « ceux de l'autre côté ». Des coupes de champagne leur sont généreusement offertes par les portières. Des hôtes de charme de la société Peter Stuyvesant distribuent même des cigarettes aux nouveaux arrivants. Le capitalisme sort le grand jeu. Atmosphère de fête. Et s'il n'y avait ce vieil homme, perdu au milieu de la foule avec sa pancarte, le tableau serait vraiment parfait.

Car sur ce bout de carton, il a inscrit « Nadia », le nom de sa fille qu'il attend depuis déjà de nombreuses heures. En voilà un, au moins, qui n'a pas encore trouvé ce qu'il cherchait. Pourtant, à en croire ceux qui n'ont pas encore « dessoulé » de la nuit de Brandebourg, il suffit de quelques trous dans un mur pour que le monde ne soit plus aussi pourri qu'avant. C'est ça, les grandes bourrasques de l'Histoire, ça emporte tout ce qui traîne. Mais il y a des images qui resteront. Et ce ne sont pas forcément les plus séduisantes. Flash back.

Du grand spectacle

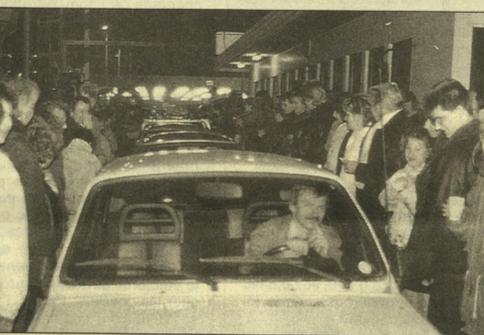
Jeudi 9 novembre, Porte de Brandebourg. Sur le mur, les jeunes ouest-allemands ont chanté. Des airs connus : *Die Mauer muss weg*, par exemple. Peu à peu, sans doute emportés par leur élan, ils ont entonné un nouveau refrain : *Die Mauer ist weg*. Le Mur « est » tombé. Nuance. Mais, noyés par les cris et les rires collectifs, certaines harangues étaient moins rassurantes. Ainsi ce « *Virez les Turcs, on arrive !* », lancé par un Est-

BERLIN A chacun son mur...

allemand. Celui-là avait encore beaucoup d'illusions. Cette nuit-là, pourtant, il y avait beaucoup d'Allemands de l'Ouest, plus précisément de « Westies », des Berlinois de l'Ouest. Mais, comme pour tout événement historique, les Américains se devaient d'être présents. Et leur présence aurait même pu éclipser celle des militaires Est-allemands, tant les moyens dont disposait NBC étaient impressionnants. Toute la nuit, la télévision américaine, grâce à une immense estrade, braquait ses projecteurs sur le mur, offrant à ses spectateurs une couverture permanente de la nuit de Brandebourg. Du grand spectacle. Avec gros plans sur les bras anonymes s'accrochant aux brèches pour monter « là-haut », sur les mains qui se tendent pour récupérer un morceau de béton, des souvenirs de vingt-huit ans de « Mur de la honte ». Le 9 novembre, il y eut beaucoup d'images fortes qui deviendront bientôt des symboles. Avant de se terminer en clichés. Mais par-delà les scènes vues et revues, il y a ces regards où des sourires rencontrés dans une bousculade. Le regard vague de ce jeune assis sur le mur, walkman sur les oreilles, presque indifférent à ceux qui l'entourent. La joie de cette jeune Ouest-allemande, alors que son ami, habitant Berlin-Est, la rejoint en passant par la Porte de Brandebourg. Cette nuit-là, une atmosphère de drame, de bonheur hésitant. Une ambiance totalement différente de celle des jours suivants, où le Mur ressemblera davantage à un Luna Park. D'ici là, on aura eu le temps de se ravitailler en alcool et en bougies. Plus rien ne subsistera de la folle improvisation de la première nuit, quand les garde-frontières est-allemands, à défaut d'effrayer vraiment, inquiétaient encore. Vingt-huit ans de tir à vue, ça laisse des habitudes.

Leur présence n'empêche pas, néanmoins, les scènes les plus cocasses. Un cycliste débouche soudain sur la place, bientôt suivi par un spécialiste de la planche à roulettes. Car, même si le danger ne semble pas vraiment présent, monter sur le mur n'est pas une fin en soi. Il faut surtout en redescendre. Et de l'autre côté. Au moins, pour aller narguer les soldats est-allemands sagement alignés sur « leur patrie

de territoire ». Ils n'ont plus rien à garder, plus de fusil à épauler, plus d'avertissement à lancer. Devant eux, des fugitifs flâneurs sans passeport ni visa. Certains profitent de ce point de passage inespéré pour se rendre à Berlin-Est. Ils rentreront au petit matin par Checkpoint Charlie. A Brandebourg, cette nuit-là, que l'on soit de l'Est ou de l'Ouest, on est toujours du bon côté du mur. Après l'ivresse, vient toujours la gueule de bois.



gens comme nous », disait cette dame à Ahrweiler, où se trouve l'un des camps. « Mais mon fils est au chômage... » Pour l'instant, la situation économique de l'Allemagne de l'Ouest a évité les conflits. Mais le patronat allemand est sur les rangs, séduit par l'image du travailleur est-allemand. De nombreux chefs d'entreprise se rendent dans les camps pour placer des offres d'emplois. Le salaire, inutile de le préciser, est particulièrement faible.

A chacun sa liberté

Devant les banques ou les gui-

chets de poste, de longues files d'attente d'Allemands de l'Est. Il aura fallu vingt-huit ans de patience pour franchir le mur de béton ; à présent, il faut deux heures pour croire que le mur de l'argent lui aussi est tombé. Le gouvernement ouest-allemand offre « généreusement » cent marks. Impression de malaise à observer ces foules trop sages, trop disciplinées. Beaucoup de « visiteurs » ont apporté avec eux leurs économies. Dans cette nouvelle conquête de l'Ouest, on se demande si ces hommes et ces femmes n'utiliseront pas toutes leurs munitions dès le premier jour. C'est à ce moment-là, une fois arrivés devant les vitrines, qu'ils prendront vraiment conscience d'être « passés » de l'autre côté. A Berlin-Est, plus tard, un membre du Nouveau Forum résumera la situation : « L'ouverture de la frontière est une manœuvre du gouvernement. Une sorte de décompression. Les Berlinois de l'Est sont allés à l'Ouest. Mais que se passera-t-il lorsqu'ils n'auront plus d'argent ? Quelles seront leurs réactions lorsqu'ils retrouveront les boutiques vides de leur ville ? »

Pour l'heure, c'est en se promenant dans les rues de Berlin-Ouest que l'on comprend soudain que l'excitation de Brandebourg était peut-être exagérée. Même les commerçants ne sont pas aussi satisfaits que cela. « Ils n'achètent rien, dit l'un d'eux. Ils restent devant nos étalages de longues minutes, sans en croire leurs yeux ». Cela n'empêchera pas le prix des bananes d'augmenter d'heure en heure. A chacun sa liberté !

Une pause dans le drame allemand

« Ce n'est pas comme à la télévision », Markus, Berlinois de l'Est, reste critique et lucide. « Il restera toujours une frontière entre ceux de l'Ouest et ceux de l'Est. La réunification n'est pas pour demain ». L'accueil à bras ouverts des premiers jours ne tardera guère à être remplacé par des inquiétudes et, pourquoi pas, par des réactions de rejet. Ainsi, alors que la frontière n'était pas encore ouverte, l'arrivée des trains de réfugiés en RFA posait déjà de nombreuses questions. « Si on enlève la politique, ce sont des

semaines précédentes, alors que les camps étaient d'actualité, certains problèmes faisaient surface. L'ouverture de la frontière a en quelque sorte accéléré cette prise de conscience.

La nuit du 9 novembre, c'est avant tout une pause. Pause joyeuse dans le drame allemand. « Accepterons-nous longtemps de nous laisser envahir chaque week-end par les Est-allemands ? Regardez ces queues devant les magasins, on se croirait à Berlin-Est ». Rudolf, à l'image de ses compatriotes ouest-allemands, sait que le temps de l'euphorie n'aura duré que trois jours. « Ici, nous avons une formule qui résume la situation : tant que la Porte de Brandebourg sera fermée, la question allemande restera ouverte. La Porte a cédé jeudi soir. Aujourd'hui, la question allemande est loin, très loin d'être réglée ».

Alors, ce week-end, simplement un grand show retransmis en direct dans le monde entier ? Mais il est vrai que, tant à l'Est qu'à l'Ouest,



chacun a agi d'une manière très théâtrale. L'ouverture de la brèche de Postdam Platz, le dimanche 8 novembre à huit heures du matin, avait tout de la tragédie antique. L'ancien quartier des affaires de Berlin ressemblait à une vaste scène. Le rideau avait été levé dès minuit quand les premiers arrivèrent sur l'immense terrain vague. Oublié le désordre de Brandebourg, même l'arrivée de la rue, côté Est, semblait avoir été longuement préparée. Comme si les autorités, de chaque côté du Mur, voulaient prouver qu'elles avaient repris la situation en mains.

Un Allemand de l'Ouest, rencontré parmi les « touristes » du Kudamm, résumera ce week-end historique en une expression : « *Shit Mauer* ». Etonné par les réactions d'Occidentaux, il précisa : « Ce qui se passe ici actuellement vous impressionne beaucoup. Mais vous ne pouvez pas comprendre. Le Mur n'est pas tombé. Même si un jour on le détruit, il y aura toujours un mur dans la tête de chaque Allemand. Un mur qu'il sera impossible de détruire ».

Et la presse française, qui s'est extasiée devant les miséreux admiratifs devant les « vitrines de l'opulence », semble ne pas vraiment prendre conscience de la fracture. Mais a-t-on seulement le temps d'analyser les changements ? Déjà, l'épisode de Berlin a rejoint le musée des événements historiques. On parle aujourd'hui de Prague, de Budapest... L'Histoire passe, le Mur reste.

Pascal PAILLARDET

N° 769 JEUDI 7 DECEMBRE 1989

SALVADOR

Paix, terre, liberté : à bas les fascistes !

Au moment de l'écroulement du communisme autoritaire et du déferlement du libéralisme affameur des peuples, la tâche diplomatique du gouvernement salvadorien est aisée. Il lui suffit de se présenter comme le protecteur démocratique d'un peuple pris entre deux feux, celui de la guérilla et des escadrons de la mort. La grande presse française se satisfait d'une telle explication. Elle vient de démontrer sa compétence pour étudier les problèmes sociaux avec l'histoire du voile, qui fait courir de plus en plus de gogos derrière les fascistes français. Au Salvador, les fascistes sont au pouvoir et on y voit de plus en plus de voiles... sur les cadavres.

Ne tuez pas les fourmis !

En 1932, les grands propriétaires fonciers remplaçant massivement les cultures vivrières par le café... les paysans meurent de faim. La révolte éclate. Les « gardes blancs », milices des plantations, exécutent quatre mille paysans. Puis, après un décret du président de la République, organisent des convois de déportés vers le cimetière de San Salvador et y tuent trente mille personnes, 4% de la population. Farabundo Martí, fondateur du PC, est tué. Les Etats-Unis félicitent le président qui écrit : « c'est un crime plus grand de tuer une fourmi que de tuer un homme, parce que l'homme se réincarne après sa mort, alors que la fourmi meurt définitivement ».

Le 22 janvier 1980, la Coordination révolutionnaire des masses (CRM), composée de quatre organisations, appelle à une marche pacifique pour commémorer l'holocauste de 1932. Deux cent mille personnes défilent à San Salvador, preuve du renouveau des organisations populaires. L'armée charge et fait des dizaines de morts et de blessés. Le 7 mars 1980, l'état de siège est déclaré. Toute liberté est supprimée et les persécutions s'intensifient pour culminer en 1983 avec soixante mille assassinats et l'exil de cinq cent mille Salvadoriens.

En 1981, les élections, auxquelles seules la droite et l'extrême droite peuvent participer, sont gagnées par la Démocratie Chrétienne qui va collaborer avec l'armée, après avoir été frappée par elle. Les Etats-Unis lui octroient un arsenal colossal. L'ambassadeur des Etats-Unis, Robert White, est relevé de ses fonctions par Reagan, après avoir transmis un rapport au département d'Etat, démontrant, documents à l'appui, les liens entre l'armée, les escadrons de la mort et l'ARENA, parti fasciste présidé par le major d'Aubuisson (que White appelle le « tueur psychopathe »). Curieuse démocratie où les militants des organisations populaires tombent comme des mouches !

Le 1^{er} avril 1980, la CRM s'allie avec des sociaux-démocrates et des sociaux-chrétiens pour fonder le Front démocratique révolutionnaire (FDR), dont les dirigeants s'exilent. Le 10 octobre, le Front Farabundo Martí de Libération nationale (FMLN) est créé par trois groupes guerilleros, le FPL, l'ERP, les FARN, et par le PC salvadorien qui rejoint la lutte armée. Le FDR et le FMLN constituent une alliance et réussissent à contrôler plus du tiers du pays.

Le 7 août 1987, sont signés les accords de paix d'Escipulas 2 par les présidents de cinq pays centro-américains dont le Salvador. Les accords prévoient l'instauration de « dialogues nationaux » entre les guerillas, les oppositions civiles et les gouvernements, afin de créer des espaces d'expression indépendants dans les sociétés civiles. C'est dans ce cadre que les dirigeants du FDR rentrent au pays pour participer aux élections.

Cependant, le gouvernement ne fait pas cesser la terreur. Les élections de mars 1989 sont boycottées activement par le FMLN qui conteste leur légitimité face à un dialogue national bloqué. Dans un climat de peur (tampons sur les cartes d'identité, urnes transparentes, quadrillage de la population par l'armée, blocage de bureaux de vote par la guérilla...), l'ARENA, parti du major d'Aubuisson, remporte la victoire et élit Cristiani, membre de l'oligarchie foncière, comme président.



L'offensive contre l'ARENA

Pire que pire. Cela existe au Salvador. La mort entre partout avec l'ARENA, décidée à liquider tous les « subversifs ». Cependant, le gouvernement, très nationaliste, succombe aux pressions des pays voisins et entame des négociations avec le FMLN, quoique les Etats-Unis restent opposés au processus de paix amorcé par les accords d'Escipulas 2. Une rencontre se fait au Costa Rica les 16, 17 et 18 octobre 1989 et un accord de cessez-le-feu est signé pour enclencher le processus de démocratisation, selon les termes de cet accord. Une autre réunion est prévue à cet effet les 20 et 21 novembre à Caracas.

Le FMLN demande la paix, la réforme agraire, la démilitarisation de la société et l'expulsion immédiate de l'armée du groupe organisateur des escadrons de la mort. Ce groupe, la « Tandona », constitué d'anciens de la 35^e promotion

de l'Ecole militaire (1966) et de la première brigade d'Infanterie, contrôle l'armée et le gouvernement. Ce dernier demande au FMLN de rendre les armes et lui promet l'intégrité physique, selon le modèle du dispositif adopté pour la Contra nicaraguayenne par les accords de Tela du 7 août 1989 signés par les protagonistes d'Escipulas 2.

Pendant les négociations, l'armée lance une violente offensive contre la guérilla pour minorer son poids. Les attentats se multiplient aussi dans les villes, ainsi que les assassinats et les disparitions. Le 29 octobre, une bombe explose dans les locaux de l'état-major de l'armée, accusé d'organiser les escadrons de la mort. Bilan : un mort, quatorze blessés. Le 31 octobre, une bombe explose chez les civils, au siège de la COMADRES, organisation des mères de disparus : quatre femmes et un bébé sont blessés. Deux minutes après l'explosion, la première brigade d'Infanterie est sur place !

Quelques heures plus tard, l'immeuble de la confédération syndicale FENASTRAS est détruit par une bombe. Bilan : dix morts, trente blessés. Le 3 novembre, le FMLN annonce qu'il n'ira pas à Caracas et il lance une grande offensive contre l'ARENA et la Tandona, afin de changer le rapport de forces et de conjurer la peur de la population. De « soulèvement », l'opération, d'envergure nationale, devient une insurrection. San Salvador est investie massivement. Mais, il semble que, devant la sauvagerie de l'armée, qui n'hésite pas à raser des quartiers entiers des villes, la guérilla ait décidé de se replier pour éviter un nouvel holocauste. De plus, les Etats-Unis, obsédés par la victoire sandiniste de 1979 obtenue dans des conditions comparables, ont décidé de mettre le paquet pour soutenir les fascistes.

Ces lignes écrites le 28 novembre devront sûrement être complétées dans cette actualité fugace. Mais le fond du problème reste : terre et liberté. La guérilla a prouvé sa puissance, mais la solution, sauf si elle utilisait des missiles anti-aériens. La solution non-violente aussi avec une bande d'excités fascistes qui bombardent les villes où habitent leurs familles avec des insecticides et du napalm. Il n'est pas absurde de penser à un embrasement général de l'isthme. Au Guatemala, la guérilla est à quarante kilomètres de la capitale, et chaque jour l'horreur militaire se surpasse dans les villes et les campagnes. De plus, le Salvador a rompu ses relations diplomatiques avec le Nicaragua. Et dix ans d'idéologie réaganaïenne ont préparé les Nord-américains à un déferlement de rambos, pour se venger du Vietnam...

Xavier MERVILLE
(gr. Carlo Cafiero)

Le soutien avec les camarades anarchistes de Carrare

Dans le dernier numéro du *Monde libertaire*, nous évoquons les problèmes que rencontrent nos camarades anarchistes italiens de Carrare avec l'Etat et les spéculateurs italiens. La solidarité s'organise au plan international. Des personnalités françaises sont bien sûr de la partie :

Michel RAGON (urbaniste, critique d'art), Bernard CLAVEL (écrivain), René DUMONT (agronome, écrivain), Félix GUATTARI (psychiatre, écrivain), Claude SIGALA (éducateur, écrivain), Maurice JOYEUX (pour la Fédération anarchiste), Ronald CREAGH (historien, professeur à l'université de Montpellier), Roger DADOUN (psychanalyste, écrivain), Michel AUVRAY (historien, antimilitariste), Bernard LANGLOIS (journaliste, directeur de *Politis*).

CHINE

La résistance continue !

Radio-Libertaire a reçu dans ses studios Isabelle Thireau et Heu Wang. Isabelle est traductrice et Heu Wang un des responsables de la toute jeune Fédération autonome des ouvriers de Pékin.

Heu Wang, un des seuls rescapés de la place Tien Anmen, témoigne ici de la résistance des ouvriers chinois à la répression.

— R.L. : Isabelle Thireau, quels sont les dernières informations en provenance de Chine ?

— I. Thireau : Les informations nous parviennent difficilement, malgré tout on peut dire que la résistance continue, notamment à Pékin. Une résistance passive vis-à-vis de tous les militaires : moqueries, insultes, colibets, menaces, etc. Tout leur est vendu beaucoup plus cher. Ces actions ont pris une telle ampleur que le quartier général demande aux soldats de sortir en civils pour pouvoir échapper à toutes ces tracasseries, mais aussi pour échapper aux agressions que les militaires subissent ; une revue de Hong-Kong annonçait plus de 170 attentats perpétrés contre des militaires depuis le 4 juin 89. Les armes qui ont été prises aux militaires au début de la répression sont utilisées par ceux qui ont échappé à la police.

La répression continue. De nombreux ouvriers, universitaires, étudiants font l'objet de menaces ; la police utilise des documents parus dans le « printemps ». Pour finir, même dans les campagnes des révoltes ont lieu ; depuis plus d'un an l'Etat ne paye plus les paysans qu'avec des bons d'achats non monnayables et des magasins de l'Etat refusent de se faire payer avec ces bons..., d'où révoltes spontanées des paysans, puis répression.

— R.L. : M. Heu Wang, pouvez-vous nous expliquer comment est née la Fédération autonome des ouvriers de Pékin ?

— H. Wang : J'étais responsable dans une usine de la province de Changxi, début mai, quand les étudiants ont commencé leur mouvement de revendications comme : la liberté de la presse, plus de démocratie, lutte contre la corruption du parti et contre les spéculateurs. Nous avons eu le sentiment que ces mots d'ordre nous étaient très proches et que nous devions nous ranger aux côtés des étudiants.

Le 18 mai, nous avons donc créé notre propre organisation. Le 19 mai la loi martiale était déclarée, jamais nous n'avions envisagé qu'un mouvement aussi important et pacifiste aurait été réprimé avec autant de violences. Il faut dire que la plupart des victimes de la répression sont des travailleurs et non des étudiants. Je suis un des seuls rescapés du mouvement organisé qui siègeait sur la place Tien Anmen.

— R.L. : Quels étaient les mots d'ordre de votre Fédération ? Y a-t-il eu d'autres organisations ouvrières créées ailleurs en Chine ?

— H. Wang : Toute la Chine se reconnaissait dans les revendications étudiantes. Pour notre part nous n'avons pas émis de revendications très différentes. Par contre, nous avons décidé de déclencher une grève générale en cas d'échec du mouvement étudiant. La Fédération comprenait des représentants de plusieurs villes, provinces chinoises, mais pour ne pas provoquer le PCC, nous voulions minimiser l'ampleur de notre organisation.

— R.L. : Quel était le fonctionnement de l'organisation ?

— H. Wang : Dès le premier jour, les responsables ont été élus démocratiquement par l'ensemble des adhérents. Sur la place Tien

Anmen, nous avons créé trois secteurs : la propagande, un groupe armé de défense et un secteur chargé des relations avec les autres organisations. Comme dès le 19 mai Lipeng déclarait la loi martiale, nous n'avons pas eu le temps de faire grand-chose d'autre. La Fédération regroupait beaucoup de secteurs industriels, bâtiment, aciéries, cheminots, etc. Des paysans étaient aussi représentés. Sur la place, la situation était quelque peu confuse.

— R.L. : D'où venaient les militants ?

— H. Wang : D'horizons très divers. Moi, par exemple, pendant la Révolution culturelle, j'ai soutenu Deng Xiaoping (cela m'a valu cinq ans de prison), d'autres ont soutenu les rebelles, mais je crois que la majorité des membres de la Fédération sont très jeunes et n'ont pas de passé. Il ne faut pas oublier que nous sommes la première organisation ouvrière libre et indépendante du parti depuis 1949. Malgré tout, la répression n'a pas arrêté le processus. Dans de nombreuses usines, les ouvriers créent des organisations syndicales autonomes ; j'espère qu'ils vont pouvoir tisser des liens et à l'image de ce qui se passe dans les pays de l'Est, se transformer en une force réellement importante.

— R.L. : Et les syndicats officiels ?

— H. Wang : Nous n'avons pas de relations avec eux, leurs seules préoccupations sont la distribution des tickets de rationnement et le contrôle des naissances.

— R.L. : Comment pouvez-vous organiser la solidarité avec les travailleurs chinois ?

— H. Wang : Des camarades sont en Angleterre, d'autres sont à Hong-Kong, ma tournée en Europe montre que les ouvriers du monde entier font partie d'une même famille ; partout où je passe, je suis bien accueilli. Nous avons l'intention de créer un comité à l'étranger de la Fédération autonome des ouvriers de Pékin. Pour cela, nous cherchons un lieu et bien sûr une aide financière pour assurer nos activités, et nous comptons sur les organisations syndicales occidentales. Nous voudrions aussi avoir accès aux tribunes « officielles » pour pouvoir nous exprimer, pour décrire devant tous la situation des travailleurs chinois.

— R.L. : Peut-on espérer voir la situation chinoise évoluer dans le bon sens ?

— H. Wang : Je pense que la classe ouvrière pourra se libérer, car sur la place Tien Anmen, ce sont les travailleurs qui se sont montrés les plus acharnés à combattre les militaires et la bureaucratie. Je l'ai dit, la répression n'a pas arrêté l'émergence d'organisations ouvrières autonomes du parti. Pour nous, le plus important, c'est de faire rentrer en Chine des concepts qui ne sont pas accessibles aux ouvriers sur place.

Pour finir, je suis content de rencontrer ici un représentant du SMOT, car les problèmes des ouvriers russes ou chinois sont les mêmes. J'en remercie Radio-Libertaire pour cela.

NOTES DE LECTURE

« La Grande Révolution »
de Pierre Kropotkine

La réédition de ce livre dépasse la simple et nécessaire commémoration du bicentenaire de la Révolution française. Elle dépasse également le fait de mieux connaître la pensée de Kropotkine (1). Deux problèmes sont nettement posés : comment écrire l'histoire, quel sens donne-t-on à la révolution actuellement.

Daniel Guérin dans *La Lutte de classes sous la Première République* écrit que l'œuvre de Kropotkine « est un ouvrage original, bien qu'inégal et un peu sommaire (...). Le libertaire Kropotkine ne s'est pas dégage entièrement des modes de pensée de la démocratie bourgeoise » (2). Etant en pleine phase trotskiste, on ne pouvait attendre de jugement plus positif envers Kropotkine de la part de Daniel Guérin. Mais par la suite, il ne revint pas sur son étude de la Révolution française — très robespierriste — même pas dans *Jeunesse du socialisme libertaire* de 1959, qui cite assez souvent Kropotkine.

Dans l'excellente édition qu'offrent les Editions du Monde libertaire, on ne peut qu'être frappé par la profondeur de l'opposition entre Kropotkine et Guillaume sur l'interprétation des faits, et la gêne visible de Max Nettlau dans sa présentation. Curieusement c'est encore l'historien bourgeois Aulard qui est le plus positif et encourageant — cité pages 455, 456. Par contre, il est dommage d'avoir laissé sans réponse une remarque de Nettlau, capitale pour juger du bien-fondé des arguments de Kropotkine : « Enfin, il serait intéressant qu'un jeune historien nous dise, à ce sujet, où en sont les recherches en ce moment en France. » (p. 450). Yves Blavier, dans la revue *Itinéraire* publiée par un groupe de la FA et consacré à Kropotkine (3), remarque que les grandes lignes de l'œuvre de *La Grande Révolution* sont toujours valables et originales dans l'historiographie actuelle.

Avant de revenir sur la véracité des analyses de Kropotkine, il est bon de mieux connaître le point de vue de Guillaume. Tout d'abord, dès 1903, il écrit à Kropotkine : « Je suis un peu effrayé de te voir entrer dans cette partie de l'histoire encore si peu étudiée (...) » (4) Et en 1905, il précise : « En fin de compte, tu as une théorie et tu cherches les faits que tu regroupes pour la soutenir. Pour ce qui est des questions de la Révolution française, je n'ai aucune théorie, je ne cherche que les faits (...) peu connus jusqu'à présent ou tout-à-fait ignorés, et je m'occupe de ce qui en découle. » En fait, Guillaume était proche de la position des historiens bourgeois de l'époque, en refusant la vision de Taine sur les luttes paysannes, en ignorant les travaux d'Ernest Mehlis, fondamentales pour Kropotkine. En fait les travaux postérieurs de Lefebvre et des soviétiques Loukine et Ado démontrent l'exactitude de l'interprétation de Kropotkine. Par contre, Guillaume avait raison sur le décret des terres communales, mais Kropotkine ne modifia pas son chapitre 48 que Guillaume voulait soit supprimer soit changer « de fond en comble ». « L'inquiétude de Guillaume que le livre de Kropotkine ne montre son amateurisme en tant qu'historien n'a pas été justifiée. » (5) Et l'historien soviétique, auteur de cette appréciation, présente les recherches de Kropotkine, son éru-

dition même, en consultant la fuite à Varennes, une brochure de deux pages du commandant du 7^e bataillon de la 11^e Division chargée de surveiller le roi.

La façon dont Kropotkine traite l'histoire est caractérisée par deux traits : — le refus d'une caractéristique nationale ; — le renvoi au présent. Ainsi en conclusion, on peut lire : « L'humanité marche d'étape en étape, et ses étapes sont marquées depuis plusieurs centaines d'années par de grandes révolutions. Après les Pays-Bas, après l'Angleterre qui fit sa révolution en 1648-1657, ce fut le tour de la France. » « En tout cas, ce qu'on apprend aujourd'hui en étudiant la Grande Révolution, c'est qu'elle fut la source de toutes les conceptions communistes, anarchistes et socialistes de notre époque. Nous connaissons mal notre mère à tous,

séparation ne se fera pas, et alors ce ne sera pas une révolution » (p. 280). La Terreur : « Le tribunal révolutionnaire et la guillotine ne pouvaient pas suppléer à l'absence d'une idée constructive communiste » (p. 353).

Lénine, malgré son aversion pour les anarchistes et leurs idées, exprima son estime pour *La Grande Révolution* de Kropotkine du vivant de son auteur, qui, pour la première fois, décrivait le rôle des masses populaires dans la révolution de 89.

« Il disait qu'il était absolument nécessaire d'écrire ce livre largement et de le distribuer gratuitement dans toutes les bibliothèques du pays » (6). Demandée en 1921, la publication ne se fit pas, pas plus qu'en avril 1937 où une résolution de l'Académie des Sciences la prévoyait à cent mille exemplaires.



mais nous la retrouvons aujourd'hui au milieu des sans-culottes, et nous voyons ce que nous avons à apprendre chez elle. »

Kropotkine n'hésite pas à émailler ses chapitres de remarques juxtaposées au récit, mais qui ne mélangent pas le passé au présent. Ainsi Kropotkine commente : « Quel regret que cette idée franchement communiste n'ait pas prévalu chez les socialistes du XIX^e siècle, au lieu du « collectivisme » étatiste (...) » (p. 261). Kropotkine indique ses choix sans tomber dans le maniérisme : « mais, si peu sympathique que nous soit Robespierre, il faut reconnaître qu'il se développait avec la Révolution, et il prit toujours à cœur les misères du peuple. » (p. 261).

Ces tendances seraient vaines si Kropotkine n'avait pas l'art des formules rapides pour caractériser certains moments primordiaux. Les Girondins : « Paris leur faisait peur : là fut tout leur fédéralisme, dit Louis Blanc » (p. 263). Le 31 mai : « Ou bien la révolution aura sa journée où les prolétaires se sépareront des révolutionnaires bourgeois pour marcher là où ceux-ci ne pourront les suivre sans cesser d'être bourgeois ; ou bien cette

Finale d'une édition de 43 700 exemplaires théoriques eut lieu en 1979.

Le camarade Nico Berti a écrit dernièrement un article sur « Kropotkine, le mythe de la révolution populaire » (7) où il démontre laborieusement que Kropotkine attribue au « peuple l'intelligence de la révolution ». Et, comme les masses ont suivi la bourgeoisie, Berti en déduit que l'interprétation de Kropotkine « finit par excuser la position dictatoriale de Robespierre ». Il s'agit d'une vision superficielle de Berti.

« Partout et toujours la Révolution s'est faite par des minorités. Au sein même de ceux qui ont tout intérêt à la Révolution, il n'y a toujours eu qu'une minorité pour s'y adonner entièrement. C'était aussi le cas en France, en 1793 » (p. 261). Et plus précisément Kropotkine souligne :

« La force même des événements orientait la France vers une nouvelle poussée dans un sens communiste.

Mais la révolution avait laissé un « gouvernement fort » se constituer, et ce gouvernement avait écrasé les Enragés et mis le bâillon à ceux qui osaient penser comme eux » (p. 367).

Kropotkine commença sa réflexion révolutionnaire en 1873 par une brochure sur le mouvement insurrectionnel paysan de Pougatchev et le long écrit *Devons-nous nous occuper de l'étude d'un idéal pour un système social futur*. Et on peut constater que ces deux éléments — l'insurrection et la reconstruction sur une base collective — sont la pierre de touche de sa vision de la Révolution française. Et de ce fait, la Révolution française permet de juger la révolution soviétique dévoyée par les marxistes-léninistes : « ... la tentative était faite sur des lignes complètement centralistes et jacobines de la conspiration de Babeuf (...). La tentative de construire une République communiste sous la règle de fer de la dictature d'un parti finira en une faillite » (8).

Et Kropotkine de préciser : « ... au fur et à mesure que [le socialisme étatiste] crée, il se forme une bureaucratie contingente si grande, qu'elle engendre une nouvelle bureaucratie. Nombreux — trop nombreux — sont ceux qui s'empressent d'en tirer la conclusion qu'aucune forme de socialisme de production et de consommation n'est possible. Et ils en déduisent qu'il ne reste plus qu'à revenir en arrière, à la structure capitaliste. Mais cette structure a déjà démontré son incapacité. Elle conduit fatalement à la « formation » de l'Etat et aux catastrophes que sont les guerres, à des résultats horribles que les peuples reconnaissent seulement maintenant ».

Dans *La Grande Révolution*, Kropotkine décrit tout autant la pression du mouvement paysan que le bouillonnement des idées socialistes au sens large, que les flux et reflux des terreurs rouges et blanches. Kropotkine n'évoque même pas l'idée chère aux déterministes bourgeois et marxistes-léninistes de la périodisation de l'Histoire, d'étapes prétendument graduelles vers un progrès. Et s'il semble fixer une évolution, Kropotkine précise « en Europe » (p. 406, et cinq fois p. 407). Et aujourd'hui le fossé grandissant entre les pays industrialisés et les autres ; et, dans les pays en voie de développement, entre nantis et masse, rend actuelle l'analyse anarchiste, et kropotkienne en particulier.

Seule une décentralisation respectant la propriété collective et associant des unités économiques à la fois agricoles et industrielles peut éviter la fuite de l'exode rurale vers la misère urbaine et l'acculturation dépersonnalisante qui s'ensuit. Et cela vaut dans tous les pays et continents en voie de développement, qu'ils soient capitalistes ou marxistes-léninistes.

Martin Zemliak

(1) En 1976, les éditions Stock ont fait un reprint de *La Grande Révolution* sans une ligne de présentation...

(2) Guérin : *Luttes de classes sous la Première République*, 1946, tome II, p. 375-376.

(3) *Itinéraire Kropotkine*, n° 3, juin 88, 33 F.

(4) Guillaume, traduit du russe dans l'édition soviétique de *La Grande Révolution*, 1979, p. 472.

(5) *Idem*, p. 475, V.M. Daline.

(6) Bonich-Brouevitch, secrétaire de Lénine, *idem*, p. 494.

(7) *Revue Volonté*, n° 165, juin-juillet 1989.

(8) Lettre aux ouvriers occidentaux, 10.6.1920 dans Kropotkine œuvres, p. 453, voir aussi pp. 339, 350.

(9) Introduction de Kropotkine, datée de juin 1920 à la traduction russe du livre de Pataud-Pouget : *Comment nous ferons la révolution*.

Peinture

Que faudrait-il vous dire pour que vous alliez voir la peinture de Laurent Zunino ? Je la connais, tant que je ne sais plus qu'est-ce qui pourrait vous aider à découvrir son œuvre. C'est lui qui m'a permis de croire que le soutien d'artistes plastiques était envisageable pour Radio-Libertaire, et par un soutien sans faille il nous a aidé à chaque fois que cela était nécessaire. Cette année, il a illustré le mois d'avril du calendrier de soutien à Radio-Libertaire* de 1990. Et si je vous disais, pour que cela ne fasse pas « copinage », que la solitude, la jeunesse, la beauté, le rêve et le mystère font partie des préoccupations de Laurent Zunino. Sa peinture est figurative, il fait éloge de la jeunesse, essentiellement des femmes rarement souriantes, inquiètes : des femmes contemporaines en équilibre instable.

La peinture funambule organise l'univers de ses sujets avec une grande maîtrise. Un ton, une atmosphère originale s'affirme d'année en année. De sa peinture ténébreuse se dégage une poésie. Léo Ferré, qui le collectionne, y trouve sûrement des points communs avec la poésie. Le hasard existe-t-il ? Si cette peinture intéresse les poètes, c'est sûrement par son côté mystérieux, car outre la représentation humaine, il y a un travail de coloration et de mise en situation avec des collages de matériaux, ciment, tissus, qui organisent notre regard. Il affectionne la mise en scène, l'organisation pour son travail tout en le fuyant. Cette dualité qui existe dans chaque être, dans chaque action, Laurent Zunino le met en valeur dans chaque œuvre : ténacité-clarté, désespoir-espoir : un aspect de la figuration des années 1980 qu'on ne peut ignorer, qui marque ici par sa maturité et son originalité.

Est-ce suffisant ?
Exposition du 4 au 24 janvier 1990, galerie Christine Colas, 12, rue Saint-Anastase, 75003 Paris.

André ROBERT

* Calendrier de soutien à Radio-Libertaire, avec onze autres artistes. Peintures et photos illustrent cette année nouvelle. Prix de vente : 35 F à la librairie du Monde libertaire.

La peinture de Valérie Ténéze interroge par sa simplicité ; c'est une figuration maximale avec des aplats de couleurs qui fuient la violence. La violence est aussi absente de ses préoccupations, aussi bien au niveau du choix de ses thèmes que de celui des couleurs qu'elle emploie. Sa préférence pour les ocres, or et bleu, qui lui permet de fuir l'actuel et d'œuvrer pour l'immatériel, mais peut-être est-ce un moyen de marquer cette fin de XX^e siècle ? Nous avons besoin pour supporter le quotidien parfois banal d'une œuvre onirique de cette force. Ses thèmes ? Un élément d'un paysage, un oiseau, un poisson, un bateau dessiné avec une grande simplicité, et toute l'œuvre se forme autour de ces éléments. La matière du support étonnera le spectateur : papier de verre, bois, feuille d'or donné à sa peinture une chaleur vivante.

Sa peinture rappelle certains peintres bruts, voire la peinture primitive. Mais si l'on observe l'ensemble des œuvres, il est évident que nous avons à faire une peinture cultivée. Cette manière de peindre l'essentiel en fuyant le décoratif n'est pas commune. Il s'en dégage une harmonie qui incite à la création. Sa peinture est initiatrice ; nous accédons immédiatement et facilement au domaine du rêve.

Exposition du 4 au 21 janvier 1990, galerie Christine Colas, 12, rue Sainte-Anastase, 75003 Paris.

André ROBERT

Quoi de neuf à la librairie du Monde libertaire ?

- *Touvier, un milicien à l'ombre de l'Eglise*, Claude Monique (éd. Olivier-Orban), 293 p. 95 F
- *Nicaragua, 1986-1989. Années décisives*, Amnesty International (éd. Amnesty International), 126 p. 25 F
- *Médecins tortionnaires, médecins résistants*, Amnesty International (éd. La Découverte), 179 p. 79 F
- *Nous crions grâce. 154 lettres de pacifistes, juin-novembre 1916* (Editions Ouvrières), 192 p. 190 F
- *L'Imaginaire du nucléaire*, Les cahiers du GRIG (éd. Tierce), 190 p. 85 F
- *Face à la raison d'Etat (un historien dans la guerre d'Algérie)*, Pierre Vidal-Naquet (éd. La Découverte), 259 p. 95 F
- *La Morale anarchiste*, Pierre Kropotkine (éd. Volonté anarchiste), 45 p. 25 F
- *Chansons*, Andrevon (Ateliers du Jayrac), 83 p. 58 F
- *Des fourmis dans les jambes*, Plantu (éd. La Découverte/Le Monde), 159 p. 95 F
- *L'empreinte*, Serge Livrozet (éd. La Brèche), 258 p. 79 F
- *Les Ceps de l'injustice*, René Bourrigaud (éd. Adife), 191 p. 45 F
- *De l'horrible danger de la lecture. Aide-mémoire à l'usage des intolérants*, Cécile Romane (éd. Balland), 246 p. 98 F
- *Plages d'exil. Les camps de réfugiés espagnols en France, 1939*, Collectif (éd. BDIC), 230 p. 190 F
- *Les Conseils ouvriers italiens (1920) : aperçus et actualités* Ruptures (éd. OCL), 57 p. 10 F
- *Pourquoi tant de haine ? (Quarante ans de dessins)*, Siné (éd. La Découverte), 191 p. 180 F
- *L'état de la Chine*, Collectif (éd. La Découverte), 454 p. 160 F
- *Les Nuits révolutionnaires, 1789-1793*, Nicolas Rétif de la Bretonne (Editions de Paris), 188 p. 95 F
- *Lucien se met au vert*, Frank Margerin (éd. Humanoïdes associés), 24 p. 35 F
- *Golfach : 10 ans de luttes*, OCL (éd. OCL), 55 p. 40 F
- *Ramentevor*, Constant Macua (Editions du Cerisier), 173 p. 55 F
- *Le harki de Mérium*, Mehdi Charef (éd. Mercure de France), 206 p. 95 F

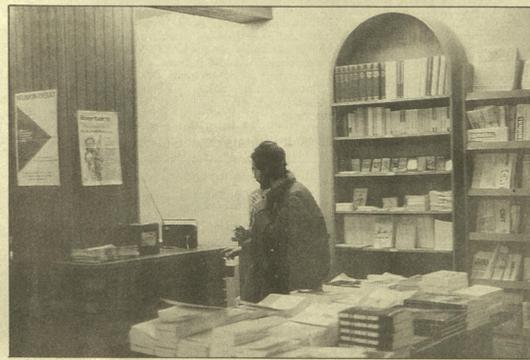
(Compter 10% pour les frais de port)

NOUVEAUTÉS (pour enfants)

- *C'est quoi l'intelligence ?*, A. Jacquard (Petit Point, Seuil), 90 p. 35 F
- *Moi, je viens d'où ?*, A. Jacquard (Petit Point, Seuil), 90 p. 35 F
- *Les enfants d'Izieu*, Rolande Causse (Petit Point, Seuil), 90 p. 25 F
- *Critique du bonheur*, Michel Benasayag et Edith Chariton (éd. La Découverte), 185 p. 85 F
- *Images interdites*, Yves Frémion et Bernard Joubert (éd. Syros), 121 p. 150 F

Autres nouveautés : durant tout le mois de décembre, les porteurs de la carte d'auditeur de Radio-Libertaire bénéficient d'une réduction de 5% sur les disques, cassettes, et CD.

Les Permanents



Blues

« Je ne sais pas si on peut appeler cela du blues ou non. De ces chansons, j'en ai écrit... Je ne sais pas... à peu près cinquante, je pense. Je n'ai jamais écrit de cowboy songs, mais plutôt des chansons sur les difficultés de la vie, du temps que je passais sur la route à l'époque de la Grande Dépression.

C'est Bill Neely qui déclare ça, Bille, chanteur de blues blanc, comparable à Mance Liscomb, chanteur de blues et « songster » noir du Texas lui aussi.

En fait, Bill Neely mêle le blues texan (« *Deep Ellum Blues* », « *Matchbox blues* » de Blind Lemon Jefferson) avec des chansons influencées par Jimmy Rogers, chanteur blanc lui aussi influencé

par le blues. Alors la boucle est bouclée !

Autre précision importante : Bill Neely chante chaque soir (du 5 au 22 décembre) à la Maison des Cultures du Monde au 101, bd Raspail à Paris (tél. : 45 44 72 30). Il y a aussi John Barrus, chanteur de country hymns et de chansons de cowboys, et la poétesse noire Osceola Mayes qui chante *a cappella* des spirituels.

Vous avez compris qui est notre favori... De toute façon, c'est l'occasion à jamais ou jamais d'écouter de la musique acoustique et ça me rappellera le Centre culturel américain où je traînais mes pataugas avant Mai 68 !

Thierry (« Blues en liberté »)

BERURIER NOIR

Salut aux clowns !

Ç A aurait pu être un 11 novembre normal, avec son jour férié et chômé où toutes les boutiques restent ouvertes : avec ses défilés militaires pour commémorer la grande boucherie et dont les survivants commencent à ne plus être nombreux ; avec la torpeur hivernale qui s'installe, etc. Mais c'était sans compter sur un mur qui s'ébranle à l'Est et, pour ce qui nous intéresse ici, le dernier des concerts d'adieu des Bérurier Noir.

Le der des der d'une série de trois concerts (les 9, 10 et 11 novembre) à l'Olympia pour un dernier salut. Concerts d'adieu pour rester libres, pour ne pas avoir à choisir entre la galère ou signer sur une grosse maison de disques.

A une époque où des groupes venus de la scène alternative (mais pas toujours alternatifs) signent sur des majors compagnies (Virgin, CBS...) et où des labels, pour survivre, se voient obligés de côtoyer ces mêmes maisons de disques, voire des banquiers, les Bérus ont décidé de tourner la page.

L'action avait lieu à l'Olympia, temple du showbiz, plus à même d'y entendre les adieux d'une Sheila que des Bérurier Noir. Mais par les temps qui courent, il devient aussi difficile d'organiser un concert à Paris qu'en Province.

Ils étaient très nombreux à venir les saluer (plus de deux mille chaque soir), fans pour la plupart ou simplement curieux. Et pour le dernier soir, ils étaient venus de toute la France, et même du Québec et du Pays basque espagnol. La place de l'Opéra était colorée différemment des foules de badauds habituels. Dans le hall de l'Olympia, deux stands (l'un de la FA, l'autre de *Reflex*) recueillaient nombre de gens intéressés.

Pour le spectacle par lui-même, ce fut sans doute le meilleur des Bérus depuis bien longtemps, avec une bonne sono, des éclairages étudiés et la fiesta bérurrière telle qu'on la connaît, mais plus travaillée, plus folle, plus inventive.

Les Béruriers mêlèrent leurs vieilles chansons à leurs nouvelles, reprises en chœur. Il fut question d'antifascisme, d'anticolonialisme et d'anarchie (vous avez déjà entendu un concert se terminer par la *Makhnovitchina* reprise en chœur par le public ?)

Il fut difficile, aussi bien pour le groupe que pour le public, de terminer le concert, et les adieux furent très longs, très chaleureux : le public montant sur scène et François descendant dans le public.

Les Bérus nous quittèrent en appelant à se battre, contre Le Pen, contre les prisons, à former des groupes libres.

Une page est tournée. Il sera sans doute difficile de voir un groupe radical dans les textes et dans la démarche, vendre soixante mille exemplaires de chaque disque, mais tout n'est pas fini, et il reste encore d'autres groupes intéressants, de même, il est difficile de croire que tous ceux qui ont suivi les Bérus pendant sept ans vont se tourner vers les ersatz que ne manque pas de proposer le showbiz (Mano Negra, Négresses Vertes, Satellites...). Enfin, il serait également étonnant que les Bérus ne fassent pas autre chose dans les mois qui viennent : ils ont des tas de projets. Et puis les Bérurier Noir sont nés à la suite d'un concert d'adieu des Béruriers en 83, alors...

J.-P. L.

Spectacles

• CHANSON :

— Serge Utgé-Royo en concert exceptionnel le lundi 11 décembre à 20 h 30 au TLP-Déjazet. Prix des places : 100 F - tarif réduit : 80 F. Première partie : Annkrist. Ce spectacle sera précédé, le samedi 9 décembre à 17 h par une rencontre à la librairie du Monde libertaire à l'occasion de la sortie de son nouvel album : *Les Cités du soleil*.



tume de vous convier à l'exposition-concert-performance collective par laquelle sera célébrée la parution du premier numéro de la revue *TTA Vivisectat Nein*. Du 16 décembre 1989 au 5 janvier 1990 à l'Espace LVJ, 3, square Paul-Painlevé, 75005 Paris, métro : Odéon. Tous les jours de 15 h à 20 h.

— Exposition de l'œuvre de Roger Somville : *Le Peletier de Saint-Fargeau assassiné*, à partir du 5 décembre au Musée d'art et d'histoire de la ville de Saint-Denis, 22 bis, rue Gabriel-Péri, métro : Porte de Paris.

• THEATRE :

— *Ultima Violenza* de Guiseppe Fava, une pièce interprétée par le Théâtre de Jodel du 1^{er} au 23 décembre à 21 h au Palais de Justice de Paris (1^{er} chambre de la cour d'appel). Prix des places : 130 F - tarif réduit : 90 F.

— *Ode maritime* de Fernando Pessoa, une pièce interprétée par le Naïf Théâtre, du 28 novembre au 23 décembre à 18 h 30 le mardi et 20 h les mercredi, jeudi, vendredi, samedi, au Théâtre de l'athénée Louis-Jouvet.

• CINÉMA :

— Marie-Josée Vilar en concert exceptionnel le lundi 18 décembre à 20 h 30 au T.L.P.-Déjazet. Prix des places : 100 F - tarif réduit : 80 F. Ce spectacle sera précédé le samedi 16 décembre à 17 h par une rencontre à la librairie du Monde libertaire à l'occasion de la sortie de son nouvel album : *Nostalgies, nostalgie*.

• EXPOSITIONS :

— La revue *TTA*, le réseau 666 et MATU ont l'honneur et l'amer-

— Jusqu'au 15 janvier, le centre Georges-Pompidou organise un cycle : *Révoltes, révolution, cinéma*. Cent trente films sont projetés salle Garance. C'est un sacré voyage à travers l'histoire et les révolutions ! A regarder la programmation de près, l'influence néo-marxiste saute aux yeux. Le bon vieux ex-mao reconverti dans le culturel rôde encore derrière cette programmation très « rouge ». Malgré tout, on trouve largement de quoi se dilater la pupille.

Programmation de Radio-Libertaire

Vendredi 8 décembre

- « Emergences » (21 h à 22 h 30) : les jouets.
- « Contact » (22 h 30 à 3 h) : la récupération.

Samedi 9 décembre

- « Noirs desseins » (introduction à l'anarchisme) (9 h à 21 h 30) : anarchisme et antimilitarisme.

Dimanche 10 décembre

- « Tribuna latino-americana » (18 h à 20 h) : les élections chiliennes du 14 décembre, avec des invités chiliens et latino-américains.
- « L'Imaginaire » (22 h à 23 h) : le français écorché.

Mardi 12 décembre

- « Paroles d'association » (14 h à 15 h) : l'AFOC, avec son secrétaire général Pierre Marleix.
- « Enlrez-vous » (18 h à 19 h 30) : Pierre Bourgeade, *L'Empire des livres* (Gallimard).
- « Blues en liberté » (10 h 30 à 12 h) : Katie Webster.

Mercredi 13 décembre

- « Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : le MFPP, à propos de l'IVG.
- « La théorie du tomahawk » (22 h 30 à 1 h) : *Un drame musical instantané et Tomboys*.

Vendredi 15 décembre

- « Emergences » (21 h à 22 h 30) : les trois écologies, avec Félix Guattary.

Samedi 16 décembre

- « Noirs desseins » (19 h 30 à 21 h) : le Monde libertaire nouvelle formule.

Dimanche 17 décembre

- « L'Imaginaire » (22 h à 23 h) : Shubert, duo, trio, quatuor.

Mardi 19 décembre

- « Blues en liberté » (10 h 30 à 12 h) : Howlin Wolf.

Mercredi 20 décembre

- « Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : Simone de Beauvoir, de la mémoire aux projets. Avec Michel le Doeuff, du CNRS.
- « La théorie du tomahawk » : Clair obscur et sous réserve Chumba-wamba.

AFFAIRE DE FAUSSE MONNAIE

Serge Livrozet acquitté

UN procès aux Assises, ce peut être pile ou face : une lourde condamnation ou l'acquittement. Le prévenu est innocent ou coupable, et rarement innocent, quoique... Ou coupable, bien que l'innocent ou coupable. Et le verdict rendu par les jurés relève avant tout de sa prestation à lui, l'accusé, du jeu de l'avocat, de ces mille détails qui, ajoutés les uns aux autres, entraînent quelquefois, quand elle n'est pas préalablement établie, l'« intime conviction » des jurés et déterminent la sentence. L'acquittement ou huit ans d'emprisonnement, ce peut être selon... : selon tant de choses qui ne relèvent pas toujours directement des faits reprochés à l'inculpé.

Dans ce jeu, Serge Livrozet a, pour une fois, tiré la bonne carte. Il a bénéficié de l'indulgence des jurés qui ont préféré l'acquittement, plutôt que de rendre une décision contestable. Il est vrai que le doute est censé bénéficier à l'accusé, mais lorsqu'il revient à celui-ci d'établir la preuve de son innocence, alors qu'en toute logique c'est à l'accusation de fournir la preuve de sa culpabilité, il est normal d'émettre de sérieuses réserves sur certains principes de justice. Serge Livrozet, jusqu'à son dernier moment, a craint de subir l'incertitude. Lorsque le président du tribunal lui a demandé s'il avait quelques mots à prononcer avant que les jurés ne se retirent pour délibérer, il a avoué qu'il avait peur d'être victime d'une nouvelle injustice. Les jurés l'ont heureusement contredit.

Huit ans de prison pour Bernard Chatron

L'injustice, chacun a pu s'en rendre compte durant les trois journées consacrées au procès des « faux monnayeurs », n'est que le revers du mot justice. Les trois hommes et leurs avocats l'ont longuement démontré. Bernard Chatron tout d'abord. Il était au centre du procès, même si les médias se sont tournés essentiellement vers Serge Livrozet. Bernard Chatron a accepté toutes les charges qui pesaient contre lui. Il avait été arrêté alors qu'il s'apprêtait à remettre à un destinataire inconnu quelque sept millions de francs en fausses coupures de cent francs. Notons au passage que la police n'entreprit jamais de véritables recherches pour mettre la main sur le ou les faux commanditaires de l'impression. Bernard Chatron — l'accusation le reconnaît — n'était qu'un exécutant. Il va pourtant écoper de huit années de prison. Le procureur réclamait entre huit et dix années.

Les jurés l'ont donc suivi dans son réquisitoire et n'ont guère accordé à l'accusé des circonstances atténuantes. N'était-il pas récidiviste, même si plusieurs témoins l'ont présenté avec raison comme un homme intègre, foncièrement honnête en dépit de ce tour joué à l'Etat, un homme d'une grande habileté professionnelle ?... Relevons à tout hasard que les faux billets n'ont pas été mis en circulation, que l'Etat n'a donc pas été lésé, que Bernard ne s'est livré à aucune violence, qu'il eût pu affirmer, comme le souligne Serge Livrozet dans son dernier livre (*L'Empreinte*, éd. La Brèche), qu'il avait l'intention d'imprimer sur les fausses coupures le mot « spécimen » pour tenter de se disculper...

Pierre Ciron, quant à lui, considéré comme un pale complice, a été condamné à trois ans de prison. Derrière les barreaux depuis un peu plus de trois ans, puis-

l'arrestation remonte à août 1986, il a donc été remis en liberté.

Un massicot du diable !

L'incertitude régnait à propos de Serge Livrozet. Arrêté à la même date que Bernard Chatron et Pierre Ciron, puis relâché six mois plus tard, réincarcéré en 1988 durant trois mois, il comparait devant les jurés en homme libre. Mais rien n'indiquait l'issue de ce procès. Des charges étaient retenues contre lui : outre ses empreintes, figurant sur quelques films ayant servi à l'impression de faux billets, le procureur lui reprocha la teneur de conversations téléphoniques tenues durant le mois d'août 1986 (le téléphone de l'imprimerie Les Lettres libres était sur écoute), conversations attestant selon lui d'une complicité entre les trois hommes présents dans la boîte des accusés... De plus, toujours selon les dires du procureur, l'imprimerie aurait eu des difficultés financières, ce qui aurait motivé Serge Livrozet et ses complices à réaliser l'opération. Et puis, n'y avait-il pas cet « étrange » achat d'un massicot, appareil du diable dont la cour semblait ne jamais avoir entendu parler auparavant ?

Point par point, Serge Livrozet et ses avocats ont démontré les faiblesses de l'accusation. La situation financière de l'imprimerie était saine : un contrôle fiscal l'a démontré ; la librairie connaissait bien des problèmes, mais ils ne mettaient pas en péril l'imprimerie et les éditions Les Lettres libres. Le langage codé lors des conversations téléphoniques ? Il fut relativement facile de prouver qu'il n'en était rien et que « face nord » ou « face sud » signifiaient tout simplement recto et verso, termes évidemment utilisés très fréquemment par des imprimeurs, et non pas l'une ou l'autre face d'un billet de cent francs. Les empreintes de Serge Livrozet retrouvées sur les films ?... Le point le plus délicat, puisque si ces empreintes paraissaient d'abord prouver sa culpabilité, il fallait ensuite constater que, paradoxalement, elles attestaient plutôt de son innocence. Serge Livrozet reconnaissait bien avoir tenu les films en main, mais jurait avoir vivement recommandé à Bernard Chatron de renoncer à son projet. Bernard Chatron n'avait pas tenu compte de cet avis et imprima les fausses coupures sitôt Serge Livrozet parti. L'examen chronologique des faits concorde avec cette version (il ne faut pas oublier que l'imprimerie était sous surveillance policière). Et puis, surtout, les empreintes de Bernard ne figuraient pas sur les films car, auteur de l'impression, il avait mis des gants. A y regarder de plus près, les empreintes de Serge prouvaient donc son innocence. Enfin, le massicot... A en croire les vociférations du procureur, si l'imprimerie avait acheté un massicot (appareil utilisé pour

la coupe du papier), ce ne pouvait être que dans le but de réaliser de fausses coupures ! Convoqué comme témoin, un vendeur de massicot démontra, en moins de deux, qu'une telle machine était indispensable à une imprimerie (sinon, il est nécessaire de soustraire le travail, ce qui est à la fois coûteux et fastidieux) et que s'il pénétrait dans une imprimerie dépourvue de massicot, il était certain de remplir son carnet de commande. Les rieurs de son côté, il n'eut pas de mal à mettre en évidence l'inanité des accusations.

De faux monnayeurs anarchistes ?

Plusieurs témoins de moralité défilèrent à la barre pour exprimer leur estime envers Serge Livrozet. Homme franc, courageux, désintéressé, tout dans sa conduite interdisait de penser qu'il se trouvait volontairement mêlé à cette affaire. Le comédien Denis Manuel affirma que Serge Livrozet était un exemple de réinsertion sociale pleinement réussie, et que ce serait lui faire injure que de le condamner à nouveau. L'ancien juge Etienne Bloch, dont la surdité déclencha quelques rires, fit part de son « intime conviction » en ce qui concernait l'innocence de Serge. Catherine Legay s'escrima à expliquer aux jurés le fonctionnement d'une imprimerie offset. Sa tâche ne fut pas particulièrement aisée. Elle montra aussi quelques livres, imprimés par Les Lettres libres : il ne s'agissait pas d'ouvrages anarchistes. Le président avait pourtant affirmé à la légère que Les Lettres libres imprimaient essentiellement de tels ouvrages. Les anarchistes et la fausse monnaie... Cela ne date pas d'hier ! voulait-il insinuer. Serge Livrozet, au long de ce procès, ne renia pas un instant ses convictions libertaires, mais tint à préciser que celles-ci n'impliquaient nullement la fabrication de fausse monnaie. Simone Gallimard, quant à elle, traça le portrait d'un homme parfois candide (ah, l'anarchie n'en finit pas d'être considérée comme la dernière des utopies !), mais sincère et honnête. Et d'autres témoins, célèbres ou inconnus, tentèrent de convaincre les jurés de la droiture de Serge Livrozet.

Il y eut des moments forts lors de ce procès, où la clémence des jurés paraissait acquise : lorsqu'un témoin présenta Pierre Ciron comme un « excellent voisin » (eh oui, un faux monnayeur peut être un homme comme les autres !). Lorsque les avocats et les témoins rappelèrent que Serge ne pouvait pas être coupable, car tout, dans sa vie, indiquait qu'il réprochait la délinquance. Le fondateur de l'ex-CAP (Comité d'Action des Prisonniers) n'en continuait pas moins d'aider d'anciens détenus dans la détresse, mais en veillant à leur faire comprendre que la délinquance n'est pas une solution, et qu'elle est générée par les inégalités sociales... Qu'il convient donc de se battre sur un terrain plus politique. La clémence des jurés paraissait acquise également lorsque l'avocat de Bernard Chatron souligna que ce dernier aurait pu être aujourd'hui en liberté s'il avait consenti à livrer le nom du commanditaire. Mais Bernard Chatron, qui avait avoué ses craintes la veille, ne s'était pas résolu à

RADIO-LIBERTAIRE

Essais en cours

LE suspense continue pour Radio-Libertaire. Les promesses de M. Shottel, directeur général du CSA ont été tenues : une première réunion entre les responsables techniques du CSA et le secrétariat de Radio-Libertaire a eu lieu. Au cours de cette réunion, ont été listées les causes possibles de réception défectueuse des émissions de Radio-Libertaire :

- matériel d'émission de qualité insuffisante ou mal adapté ;
- site d'émission inadéquat ;
- puissance excessive des radios voisines.

D'un commun accord, nous avons décidé de mener une série d'essais pour éliminer les paramètres qui sont sans influence significative. Ces essais seront menés conjointement par TDF et Radio-Libertaire.

Actuellement, la première phase (évaluation du matériel de notre station) est en cours. Nous en communiquerons les résultats aux lecteurs du *Monde libertaire* quand ils seront connus ; mais sans vouloir anticiper sur ces mesures, il y a fort à parier que les deux premiers paramètres (matériel et site) sont de peu d'importance pour le problème posé. Quand une radio de 4 Kw est coïncée entre deux radios de 40 Kw, que voulez-vous qu'il se passe ?... Il faudra bien qu'un jour le CSA admette que le plan de fréquences actuel, créé par la CNCL, est inadéquat. Cette vérité doit être en permanence martelée. Il faut aussi que les radios associatives, dont Radio-Libertaire, soient définitivement audibles. Aussi nous demandons à tous, animateurs, auditeurs, amis de Radio-Libertaire, de ne pas relâcher leurs efforts. Il faut qu'au bout du nouveau combat que nous menons apparaisse une solution technique et politique telle que les auditeurs de Radio-Libertaire jouissent d'un confort d'écoute acceptable et que toute « tracasserie » soit devenue improbable. Nous n'avons pas entamé les hostilités, mais nous irons jusqu'au bout du chemin. Avec vous.

Secrétariat de Radio-Libertaire

P.S. : le lundi 20 novembre 1989, à 16 h, le secrétariat de Radio-Libertaire a porté au siège du CSA les deuxième, troisième et quatrième milliers de pétitions signées en faveur de notre station.

Nous en publions un extrait ci-dessous :

Robert JOSPIN (9, place du Comte de Benden, La Celle-St-Cloud) - CARDON (dessinateur) - Henri CARTIER-BRESSON (photographe) - Claude SASTRE (sous-directeur Museum national d'Histoire naturelle) - SOS-TAÏTI (19, cité Dupont, 75011 Paris) - Hélène VIDAL (Oui FM) - GIA (Groupe Information Asile - BP 172, 75622 Paris cedex 13) - Anne LE GALL (administratrice) - Michèle GERLIER (artiste peintre) - Jeanne VIDAL (dialogue de femmes) - Françoise IFTODE (Frères des hommes, ingénieur CNRS) - Anny Thoron (ex-chargée de recherche à l'ORSTOM) - Yves Guerre (directeur du Théâtre de l'Opprimé) - Alphonse JEAN-NOT (artiste) - SEXE SOUNDIE (artiste plasticienne) - Harmonie Marie (documentaliste) - Jean-Yves NOEL (psychologue) - Laurence MOINARD (attachée de presse) - Henry BENEY (journaliste Canal 9) - Dominique LORRE (« Les désaccords mineurs », groupe rock) - André CHARRAS (retraité SNCF, ancien combattant 39/45) - Bruno ANDREOS (professeur EPS) - Daniel ESTRADA (dessinateur architecte) - Jean DAVID (avocat) - Noël BUZANNE (chef de service Méthodes) - Antoine BOUILLON (journaliste) - Gabriel GONNET (la Cathode Vidéo) - Jean-Claude CUBBADA (sociologue) - Philippe BERTHIER (informaticien alpiniste) - Agnès JAMES (psychologue) - Françoise DUBOST (enseignante, membre RIFC) - C. JASSER (recherche) - Claire AL CARAZ (conseillère en formation) - S. CORNILLE (maître de conférences Paris-VIII) - B. BELBOECH (ingénieur) - Didier HERVO (docteur en médecine) - Jean-Paul DALIBARD (de Cum du Larzac) - Marie-Catherine MENOZZI (animatrice Le Cum du Larzac) - Dominique LORRE (Bulbulo Beat Production, label rock) - SOUND SYSTEM (groupe reggae) - MUSTAPHA (groupe reggae) - Dominique BAYLE (professeur de gymnastique) - Michel BARDINET (comédien) - Marc CASSOT (artiste dramatique, metteur en scène) - Michel AUVRAY (historien) - CASDAL (Centre d'animation sociale et de documentation alternative et libertaire Périgueux) - Dominique LESTRAZ (éducateur) - Jean-Luc DOUIN (journaliste) - Fédération régionale CRC des Syndicats sociaux Paris - Christine MANZINELLO (fonctionnaire caisse des Dépôts et Consignations) - Alain VETTESSE (auteur dramatique) - Elisabeth CAUSSEQUE (comédienne) - Laurent FRENKEL (artiste) - « Contre vents et marées » journal d'humour anarchiste, St-Alban-de-Roche) - Gilles SERVAT (chanteur) - Eric MARCHAND (chanteur breton) - P. MARREU (association DASTUM) - Patrick MERRANT (directeur commercial Editions ouvrières) - Daniel PRIN (directeur général Editions ouvrières) - Bernard DESCAMPS (directeur financier Editions ouvrières).

mettre en jeu la sécurité de sa famille et préférait purger sa peine. Malgré cela, les jurés ne lui ont pas fait de cadeau.

Une justice peu juste

Serge Livrozet a été aussitôt libéré, bien que le procureur ait généreusement requis contre lui une peine de sept ans d'emprisonnement... Malgré l'issue heureuse de ce procès en ce qui le concerne, son opinion de la justice, ris- que peu d'être ébranlée. Le passé d'un ancien délinquant est un boulet, qu'il traînera toute sa vie. La réinsertion est extrêmement difficile. L'ancien délinquant, même s'il est devenu chef d'entreprise et écrivain, comme Serge Livrozet, est un coupable en puissance. Il lui reviendra de faire la preuve de son innocence le jour où la police et la justice verront en lui « le » coupable parfait, quitte à subir une nouvelle peine d'emprisonnement et à perdre dans l'aventure le fruit de plusieurs années de travail avant de convaincre enfin les jurés.

Thierry MARICOURT

Bernard Chatron, maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, 7, avenue des Peupliers, bât. D1, écrit 162 010 Y G4-19, 91705 Sainte-Genève-des-Bois.

Sommaire

- PAGE 2, Infos des groupes FA.
- PAGE 3, Racisme, l'épidémie gagne, Edito : Gorby chez le pape !
- PAGE 4, Amis lecteurs, Luttes : ça bouge sans les facts, Comptabilité macabre en Région lyonnaise, Les précaires se rebiffent
- PAGE 5, Jean-Pierre Casabonne, L'affaire du lycée militaire d'Aix.
- PAGE 6, Une mosquée à Marseille..., une autre à Lyon, les religieux gagnent du terrain ?, Amnesty international, Une brochure pour les précaires, Le dernier rempart : l'anarchie.
- PAGE 7, Etudiants marocains, Education, Santé.
- PAGE 8, Dans le monde.
- PAGE 9, Informations internationales.
- PAGE 10, Peinture, « La Grande Révolution ».
- PAGE 11 : Livres, Blues, Rock...
- PAGE 12, Serge Livrozet, Radio-Libertaire.